N° 804 — 4 F
DU 23 NOV. AU 29 NOV. 78
NOUVELLE ÉDITION
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

NUCLÉAIRE : CE QU'ON NOUS CACHE

la France militarisée

flash

P.S.U.-BRETAGNE : L'ASSEMBLEE DE LORIENT

L'assemblée du PSU-Bretagne a rassemblé 180 militants les 11 et 12 novembre à Lorient sur le thème « Energie et emploi ».

Elle a débattu notamment d'une alternative au nucléaire, avec Philippe Courrège, chercheur du C.N.R.S. et l'un des auteurs du projet ALTER basé sur l'utilisation des énergies renouvelables : soleil, eau, vent, à l'exclusion du nucléaire et du pétrole. Un groupe de travail a été mis en place qui a pour tâche de réaliser un projet ALTER breton.

Par ailleurs, début décembre, le PSU-Bretagne lance une campagne pour l'emploi : Tro-Breiz des Lip, information sur les 35 heures, stage de formation pour les militants en entreprises.

Cette assemblée s'inscrivait dans le cadre de la préparation du 4e congrès du PSU-Bretagne qui aura lieu le 9 décembre à Pontivy. A souligner le caractère démocratique du débat puisqu'à Lorient 28 % des participants n'étaient pas adhérents PSU.

DELITS DE PRESSE EN R.F.A.

Deux plaintes en « diffamation contre l'Etat » ont été déposées en République fédérale allemande pour des articles de presse et des publications du Kommunistischer Bund (K.B.3 et de la maison d'édition Arbeitkampf.

La première plainte vise des articles qui ont mis en doute la thèse des « suicides » des membres de la Fraction Armée Rouge à Stammheim et à Stadelheim.

La seconde s'en prend au tome n° 5 de la « Série antifasciste Russell » qui décrit la mise en place et la structure du système de sécurité en R.F.A., et reconnaît dans celui-ci un appareil de type fasciste.

Ces poursuites judiciaires représentent une grave attaque contre ce qui reste de la liberté de presse en Allemagne de l'Ouest : elles visent à criminaliser tout travail d'information anti-fasciste, toute critique du renforcement policier — et même le simple doute formulé à l'endroit du discours d'Etat.

Pour tout renseignement ou contact : Maria Schmidt, c/o Editions C.L., 8, rue du Grand-Prieuré, 75011 Paris. ■

LARZAC : SOLIDARITE AVEC LA MARCHE

Depuis le 8 novembre, les paysans du Larzac « montent » vers Paris. Tout au long du chemin, la solidarité se manifeste et s'organise.

Ainsi, pendant le week-end des 26 et 27 novembre, les comités Larzac locaux de Briare, Montargis, Orléans, organisent une série de manifestations auxquelles sont conviés tous les élus locaux et la population. Le 26, marche à la rencontre des paysans : départ de Briare à 14 h (le lieu n'est pas précisé, pour tout renseignement appelez le 93.13.73 à Montargis).

Le lundi 27 novembre, après cette étape Briare-Montargis, qui sera la plus longue de la marche, la population est invitée à se joindre aux marcheurs à 17 h 30, à l'entrée du district de Montargis, sur la N. 7, en face du lycée agricole du Chesnoy. Le même soir à 20 h 30, un meeting se tiendra, sur le thème « Le camp militaire du Larzac est-il d'utilité publique ? », auquel participeront les généraux Becam, de la Bollardière et l'Amiral Sanguinetti. Ce meeting qui clôturera le week-end d'action aura lieu à la salle de l'église des Cités, boulevard Kennedy à Montargis.

A Poitiers, le comité Larzac se prépare à accompagner les paysans à Paris. Un départ en car est prévu le 2 décembre. Les personnes intéressées peuvent s'inscrire dès maintenant (pour la modeste somme de 15 F), soit en s'adressant à G. Brochoire, 27, av. de Paris à Poitiers (88.86.25), soit à la réunion du comité, le jeudi 23 novembre à la maison du Peuple, à partir de 18 h. Le prix exact et les modalités pratiques du voyage seront déterminées en fonction du nombre d'inscriptions. ■

OFFRES D'EMPLOIS POUR L'ALGERIE

● **ARCHITECTE**
études chantier (35 ans)
confirmé et expérience solide.

● **COORDINATEURS**
pilote-direction de travaux
ingénieur E.T.P. ou équivalent.

● **RESPONSABLES SERVICE METRE-PRIX** (siège)
approvisionnement matériaux
(service 2 à 3 personnes)

● **INGENIEUR V.R.D.**
ou technicien confirmé.

● **INGENIEUR METHODES**
expérience entreprise.
préfabrication organisation
de chantier.

Ecrire au Journal qui transmettra.
Référence à rappeler
T.S. novembre 78/1.

● **Diplômé grande école scientifique ou de gestion,** expérience minimum de 2 années dans le secteur B.T.P. avec la charge des problèmes d'organisation et/ou des problèmes budgétaires au niveau chantier et entreprise.

S'adresser au Journal qui transmettra.
Référence à rappeler T.S. novembre 78/2. ■

CHARRETTE DE « RENVOYEURS » A LAVAL

Mercredi 29 novembre 1978 à 14 h, aura lieu au Palais de Justice de Laval, le procès de 12 au moins des « 103 » renvoyeurs de papiers militaires de Mayenne. Parmi les inculpés, 3 militants du P.S.U. : Letort, Degaud et Rajalu.

Leur geste signifie leur refus.
— Que l'armée, déjà le plus gros propriétaire foncier de France, continue d'agrandir ses terres au mépris des populations civiles, de l'équilibre économique et écologique des régions.
— Que notre pays soit le premier trafiquant d'armes du monde proportionnellement au nombre de ses habitants et que l'armée française intervienne pour soutenir des régimes basés essentiellement sur la violence et l'argent.
— Que la Défense Nationale repose presque exclusivement sur une stratégie nucléaire anticités, ruineuse, dangereuse et inutile.

Les « renvoyeurs » demandent par ailleurs, la suppression des tribunaux d'exception et le droit à l'objection de conscience.

Réunion publique avec François Roux, avocat des « renvoyeurs » et des paysans du Larzac, mardi 28 novembre à 21 h dans la salle du Foyer Culture, 33 rue du Vieux St Louis, Laval. ■

Pour que vive Maintenant

Trop ambitieuse sur le plan journalistique, trop imprécise quant à ses objectifs politiques, la formule initialement prévue de **Maintenant** ne verra pas le jour. Et pourtant, dans une période politique peu propice aux enthousiasmes, 5 000 actions (de 300 F chacune) ont d'ores et déjà été enregistrées, de multiples encouragements continuent à parvenir au comité fondateur.

Dans ces conditions, faut-il poursuivre ? La majorité des fondateurs de **Maintenant** en est persuadée : les difficultés matérielles rencontrées ne sont pas insurmontables, trois mois supplémentaires de souscription peuvent permettre d'atteindre l'objectif fixé cet été et, surtout, la nécessité politique du projet apparaît de plus en plus grande, par rapport à la situation actuelle des forces de gauche. La minorité, cédant un peu vite au découragement, peut-être soucieuse d'attendre une conjonction politique plus « favorable », a démissionné, en le faisant savoir à la presse d'une façon quelque peu tapageuse et sans attendre la décision collective que devront prendre les actionnaires à l'issue de la période de souscription, c'est-à-dire au début de février.

Partie prenante de cette entreprise dès ses origines, le P.S.U. se trouve aujourd'hui investi d'une responsabilité particulière. Sans lui, il n'est sans doute pas exagéré de dire que rien ne se fera. Si les militants du courant autogestionnaire se mobilisent sans tarder, tout par contre est possible. Et notamment l'élaboration, dans les semaines à venir, et le lancement, en mars prochain, d'une formule qui, plus réaliste et mieux adaptée aux exigences de la situation politique, maintienne le caractère unitaire, pluraliste et autogestionnaire du projet initial.

L'accord qui nous lie à nos partenaires actuels (« oppositionnels » et « contestataires » communistes, anciens de **Politique-Hebdo**) doit, à notre sens, s'élargir à tous ceux qui (au parti socialiste, à l'extrême gauche mais surtout dans les mouvements sociaux, syndical, écologique et féministe) se donnent pour objectif de changer, par le débat et par l'action, une gauche impuissante et divisée.

La souscription continue. **Maintenant** peut et doit vivre. ■

bulletin de souscription

Je, soussigné .....

Déclare souscrire, par le présent bulletin, dont un exemplaire m'a été remis, ... *actions de Trois Cents Francs chacune,*

A l'appui de ma souscription, je verse la somme de .....

représentant (1) ..... *du montant nominal des actions souscrites,*

Je m'oblige à verser le solde de .....

sur toutes les actions qui m'auront été attribuées, suivant les appels de fonds qui seront faits par le Directoire.

Fait à .....

Le .....

Les chèques sont à libeller à l'ordre de la SPEPH (Société de Presse et d'Edition des Petits-Hôtels, 14-16 rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris).

(1) Le 1/4, la moitié, les 3/4 ou la totalité.

calendrier politique

● **Vendredi 24 novembre (Paris 15e) :** réunion des militants parisiens d'Information pour les Droits du Soldat (I.D.S.) de 18 h 30 à 20 h 30, 9 rue Borromée, Paris 15e, Métro Volontaires. Au programme : « Larzac, lutte dans les casernes ».

● **Vendredi 24 novembre (Foug - 54) :** à 20 h 30 à la mairie de Foug, projection du montage sonorisé sur la crise de la sidérurgie. Débat avec des travailleurs de Pont-à-Mousson.

● **Vendredi 24 novembre (Marseille) :** Stoléru organise une semaine de dialogue Français-Immigrés. La C.F.D.T. organise une contre-information et dans ce cadre l'U.D. des Bouches-du-Rhône vous invite à participer à la conférence de presse qu'elle tiendra à 11 h, à l'U.D.-C.F.D.T., 18 rue Sainte.

● **Samedi 25 novembre (Bordeaux) :** Les Amis de la terre de Bordeaux, la C.S.C.V., la Fédération 33 du P.S.U., le Collectif pour l'autogestion socialiste de Pessac, Braud-Dernière, appellent à une nouvelle session des états généraux pour l'autogestion socialiste. Plusieurs carrefours sont proposés : habitat, nucléaire, entreprises, justice... La liste n'est pas limitative. A partir de 14 h au Lac les Aubiers.

● **Samedi 25 novembre (Gap) :** en 77, douze habitants des Hautes-Alpes et Alpes de Hte Provence renvoyaient leurs livrets militaires pour protester contre l'extension du camp militaire du Larzac. Quatre d'entre eux seront jugés le 29) **(voir cette date plus bas).** Un bal folk de soutien est organisé le 25 à 20h 30 à la salle du ciné-club FJEP, rue des 3 Frères Dorches, Gap. Allez danser pour la bonne cause avec le groupe Baltazar. Soyez en forme pour aller soutenir « les 4 » le 29 au Palais de Justice de Gap. Là ce sera une autre musique. Pour tout contact et soutien financier : Association D.I.R.E.S., 6 place J. Marcellin, 05000 Gap.

● **Mardi 28 novembre (Kervenanec) :** Le C.R.I.S.L.A. (Centre de réflexion, d'information et de solidarité aux luttes anti-impérialistes) continue son mois d'information sur le tiers monde et les relations tiers monde/pays riches (en particulier la France). **Le 28** à 20 h 30 au centre social de Kervenanec : montage audiovisuel sur une expérience de coopération en Haute-Volta et débat. L'entrée est gratuite mais on vous rappelle qu'une participation aux frais est demandée en fonction des possibilités de chacun et qu'il est souhaitable, mais non obligatoire, de s'inscrire : C.R.I.S.L.A., 1 rue P. Loti, 56 Lorient. D'autre part, le film **La danse avec l'aveugle,** sur la répression en Guinée et les responsabilités françaises sera projeté à une date et en un lieu qui seront précisés ultérieurement dans la presse locale et sur des affiches.

● **Mardi 28 novembre (Paris 6e) :** Centre populaire de formation socialiste (C.P.F.S.), cycle théorique : « Marxisme et politique » (2e séance), par S. Depaquit, de 19 h à 21 h, au C.R.E.F.A., 78 A rue de Sèvres, Paris (6e), à la salle Défense.

● **Mardi 28 novembre (Colombes) :** la section P.S.U. de Colombes (Hauts-de-Seine) vous invite à la projection du film **Elus et population - le partage du pouvoir.** A 20 h 30 à la salle du Centre administratif, rue de la Liberté (à côté de la mairie). Un débat suivra le film sur la démocratie locale, l'emploi, la santé et la participation des élus municipaux du P.S.U.

● **Mercredi 29 novembre (Gap) :** en matinée au Palais de Justice, place Saint-Arnoux, procès de 4 « renvoyeurs » de livrets militaires. Voir information ci-dessus le 25 novembre.

● **Mercredi 29 novembre (Lons-le-Saunier) :** encore un procès de « renvoyeur » de livret militaire solidaire des paysans du Larzac et contre la militarisation de la société. André Camuset sera jugé à partir de 14 h au tribunal de Lons-le-Saunier. Allez le soutenir car si le renvoi de livrets avait été collectif, lui sera jugé seul.

● **Mercredi 29 novembre (Bressuire) :** assemblée générale des adhérents P.S.U. et des sympathisants du nord des Deux-Sèvres (Bressuire, Cerizay, Thouars, Parthenay, Argenton-Château). A 20 h 30, salle René Héry. Le débat, qui est ouvert à tous, portera sur le P.S.U., le Front autogestionnaire (Convergence de Poitiers), l'organisation et les interventions du P.S.U. au niveau local et départemental.

● **Vendredi 1er décembre (Paris 6e) :** C.P.F.S., cycle historique ; « Le courant socialiste en France 1920-1956 », par A. Chataigner. De 19 à 21 h, au C.R.E.F.A., 78 A rue de Sèvres, Paris (6e), salle Défense.

● **Vendredi 1er décembre sur FR3 :** Tribune libre de la F.A.S.T.I. de 18 h 55 à 19 h 10, sur FR3. Les travailleurs immigrés sont-ils responsables de la crise ou en sont-ils les victimes ? Quelles sont leurs conditions de vie ? Quels sont leurs espoirs ? Que signifie la solidarité avec les travailleurs immigrés. Tous à vos télés !

● **Dimanche 3 décembre (Velaires) :** petit bal folk du Front autogestionnaire à partir de 15 h à Velaires près de Bar-le-Duc. Allez-y nombreux mais pour le lieu on n'en sait pas plus que vous ! ■

humeur

Critiques de fond...

SUR le boulevard Saint-Germain et aux Galeries Lafayette, des femmes se sont battues à plusieurs reprises pour s'emparer des derniers foulards et de quelques robes produits par une lointaine usine de province : il paraît qu'il n'y en aura plus avant l'année prochaine. A la Porte de Montreuil de pauvres hères essaient de gagner leur vie en étalant quelques objets hétéroclites sur le trottoir. Ils les vendent à des gens bizarrement habillés et qui paraissent à peine moins pauvres qu'eux. Malgré une surveillance discrète, la police semble tolérer ce trafic qui attire beaucoup de monde le samedi et le dimanche. Quelques kilomètres plus loin, ce sont des meubles usagés qui sont proposés à des Parisiens. Il paraît que ces magasins en plein air sont de plus en plus fréquents en province.

Un nombre grandissant de citadins français cultivent des plantes aromatiques sur leurs balcons, ce qui leur permet de réaliser de substantielles économies. On constate, pour les mêmes raisons, que les Français qui bricolent chez eux, qui tricotent, qui cousent, qui font leurs vêtements, sont de plus en plus nombreux. Cela devient une véritable industrie clandestine. Tolérée, non réprimée.

Autre « signe » : les gens vont de moins en moins au théâtre et au cinéma, se contentant de leur poste de télévision devant lequel ils boivent plus que de raison : la France est le pays du monde où la consommation de vin par tête et par an, est la plus importante.

En France, il y a à peu près toujours autant de morts sur les routes chaque fin de semaine, ce qui semble démontrer que, malgré les effors des autorités, les tendances suicidaires des Français ne se sont pas estompées.

Les foyers français sont envahis par les chats et surtout par les chiens. Mais, d'autre part, on constate, selon des statistiques presque officielles, la disparition d'au moins deux cent mille chiens par an et on se perd en conjectures sur le sort qui leur est réservé. Jusqu'à ces dernières années, seule la Suisse avait eu des problèmes avec les boucheries de chiens clandestines. Et dans l'histoire, pour l'instant, seuls les aventuristes chinois ont officiellement eu recours aux chiens, notamment au chow-chow, pour combattre les périodes de disette.

Le samedi soir et le dimanche, il n'y a pratiquement plus personne dans les rues, comme si les gens avaient peur de sortir. Fait que l'on peut rapprocher d'une tristesse de plus en plus grande de la foule.

Aux portes des villes, on trouve de plus en plus d'immenses champs de voitures rouillées et inutilisables, ce qui tendrait à prouver que les Français se détournent de la voiture. C'est la crise.

Enfin, on peut noter, dans de nombreux départements, une sécheresse persistante. Ce qui semblerait prouver que le gouvernement est totalement incapable de faire face aux difficultés de l'agriculture. D'ailleurs les ministres et les membres du parti au pouvoir se gardent bien de faire allusion à cette situation.

De quoi faire un excellent bouquin et une bonne émission de télé soviétiques sur la vie quotidienne des Français et sur la crise du capitalisme.

C.-M. VADROT. ■

flash

L'HOMME DES CASERNES FAIT LA MANCHE

L'homme des casernes, c'est Paul Duchemin. Un particulier sans particularité notoire. Il fait son service. Vie quotidienne sous les drapeaux : rites de l'incorporation ; les classes ; l'ennui, peint à la bière, des chambrées où l'on se saoûle en fantasmant sur d'improbables Barbarella ; les corvées de pluche ; les homélies du colonel ; l'hissez-les-couleurs ; le défilé du 11 novembre ; celui du 14 juillet pour pas perdre le pied ; la pluche encore pour pas perdre la main ; et la quille enfin où l'on prend, avec les copains, la dernière misérable et fraternelle biture. C'était pas le bagne ; c'était pas la gloire : c'était plutôt con. Et Duchemin n'a pas tardé à rallier le seul endroit de la caserne où l'on n'avait pas trop honte d'être cet « homme » que l'armée se vante de fabriquer : le comité de soldats du crû.

Du coup, **L'homme des casernes**, c'est devenu un film : un film sur les tribulations du soldat Duchemin, tourné dans l'enceinte militaire par les copains du comité, corsé par des fragments d'actualité sur les luttes des appelés (manif du 1er Mai, appel des cent, contestation de l'opération « aspirateur » contre les éboueurs grévistes...), pimenté de séquences de fiction hautement surréalistes (dont on peut contester la pertinence symbolique, d'accord), égayé par des chansons - paroles et musiques composées par les appelés —, structuré enfin par des témoignages et interviews de parents d'appelés victimes d'accidents, d'avocats (notamment Jean-Pierre Mignard), de militants d'associations de défense des soldats... Le tout ni trop, ni trop peu « politique » pour des non militants, mais peut-être pas assez pour les militants.

Bernard Rémy, ex insoumis retentissant, a donné pour ce film le titre de son bouquin. Merci Rémy ! Mais il manque encore pour que ce film, réalisé par le « collectif d'appelés Paul Duchemin » et produit par « les films du Grain de sable », soit diffusé en circuit large sinon commercial, quelque 20 000 francs nouveaux. Alors, c'est vrai **L'homme des casernes** fait la manche auprès des lecteurs de **TS** et de leurs copains : on peut acheter ses places à l'avance (à partir de 15 F) ou demander le dossier d'information (bon de soutien : 100 F, prix de la place pour visionner le film dès sa sortie compris). Chèques et correspondance à envoyer à Maurice Bornet, 34, rue de Rabanesse, 63000 Clermont-Ferrand. Merci. ■

L'ETAT VEUT DISSOUDRE LA FEDE DES OBJECTEURS

Pure coincidence ? Pour le quinzième anniversaire du vote de la loi donnant un statut aux objecteurs de conscience, la Fédération des Objecteurs (Fédo, association loi 1901) est assignée à comparaître en justice le 5 décembre 1978, afin d'être dissoute.

Cette procédure constitue une nouvelle remise en question de la liberté d'association, d'opinion et de l'objection de conscience. La France, « nation des libertés », est déjà le pays de l'Europe des neuf qui restreint le plus les droits des objecteurs de conscience. Jusqu'à présent du moins, les associations d'objecteurs qui ont toujours existé, n'avaient jamais fait l'objet de poursuites.

La Fédo « **a pour but de représenter et de défendre les personnes qui désirent être ou qui sont objecteurs de conscience** », c'est-à-dire selon la loi, tous ceux « **qui se déclarent, en raison de leurs convictions religieuses ou philosophiques, opposés en toutes circonstances à l'usage personnel des armes** ».

Or le gouvernement veut faire dissoudre la Fédo par la justice, en prétextant que son but est « **illicite et contraire à la loi, aussi bien dans ses formulations que dans les conséquences pratiques qu'en ont tirées les dirigeants** ». ■

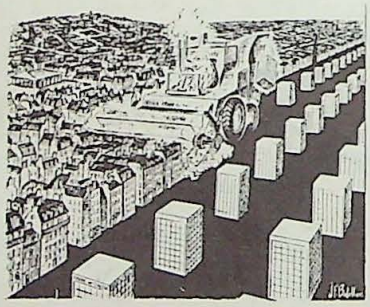
SILENCE SUR LES BRETONS

Les 24 prisonniers politiques bretons transférés fort brutalement le 31 octobre de Fleury-Mérogis à Fresnes (cf. **TS** n° 803), et pour lesquels, on s'en souvient, un gala de soutien prévu le 13 novembre, avait été scandaleusement interdit, sont en grève de la faim depuis cette date. Et ce dans l'indifférence la plus totale. Détenus dans des conditions extrêmement dures, ils réclament le statut de prisonnier politique.

Les informations sur leur sort sont très difficiles à obtenir : il faut croire que décidément ces Bretons gênent beaucoup. Silence de mise aussi, dans toute la presse, sur le procès de ces autres Bretons qui ont posé des bombes à Versailles. Et pourtant le mardi 28 novembre, ils seront devant leurs juges. Seuls. ■

Un livre-cadeau pour les fêtes

J.-F. Batellier, vous connaissez ? Depuis 68 toujours dans la rue, pour les fêtes, avec son expo itinérante. Dans ce livre, une centaine de dessins sur les thèmes : écologie, urbanisme, les transports, l'éducation, la consommation.



SYROS - LA BRECHE

PRIX SOUSCRIPTION JUSQU'AU 30 NOVEMBRE : 30 F (au lieu de 40 F)

BON DE COMMANDE

NOM, PRENOM .....
(écrire en lettres majuscules)

ADRESSE .....

1) Je passerai retirer ..... exemplaires de votre ouvrage à partir du lundi 4 décembre, 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

— Je règle par la présente la somme de 30 F × ..... = ... F.

2) Je désire recevoir à domicile ..... exemplaires de votre ouvrage.

— Je règle par la présente la somme de 30 F + 10 F (envoi) = 40 F.
Chèque à l'ordre de Syros,
C.C.P. 19 706 28 Paris.

CREDIT PHOTO :
P. 1 : D.R. ; P. 6 : D. Maillac ; P. 7 : dessin Cagnat ; P. 8 : dessin Cagnat ; P. 12 : D.R. ; P. 13 : D. Maillac ; P. 14 : P. Gornek ; P. 15 : D.R.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession .....

Code postal ..... Ville .....

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteur en chef adjoint : René Lanarche
● **Où va la France ?** : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Deslhiat, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
● **Et pourtant elle tourne** : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
● **Les Armes de la critique** : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Filipandré
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression :
S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse :
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

sommaire

● **Editorial**
La petite différence
par **M. Mousel** ..... p. 5

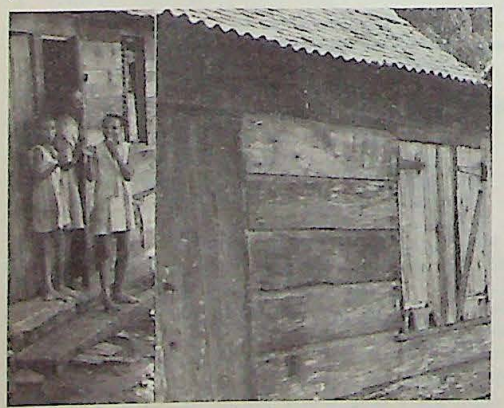
● **Où va la France ?**
Pisani : copie conforme
par **M. Anvers** ..... p. 6
Entre interim et licenciement
par **M.A.** ..... p. 6
Semaine de l'immigration : Stoléru se dédouane à peu de frais ..... p. 7
Femmes : le charme... indiscret du recrutement
par **M. Spensky** et **P. Opériol** p. 8

● **Social**
Caen : pour quelques vitrines de plus
par **J.-Y. S.** ..... p. 9

● **Forum de l'autogestion**
Poitiers : le rendez-vous des autogestionnaires ..... p. 10

● **Nucléaire**
Ce qu'on nous cache ..... p. 11
La France militarisée
par **H. Ott** ..... p. 12-13

● **Et pourtant elle tourne**
Antilles... qui se réveillent
par **Ph. Mariélie** ..... p. 14



● **Les armes de la critique**
Cinéma : Poitiers, semaine du cinéma africain
par **D. Lhomond** ..... p. 15
Philippe Val : une écriture d'humeur
par **M. Martin** ..... p. 15
Pour les 500 000 F : encore un effort ! ..... p. 16

EDITORIAL

La petite différence

Par Michel MOUSEL

La question de Gilbert Mathieu était pourtant claire : le chômage, c'est d'abord celui des jeunes et des femmes. Dans sa réponse, Giscard a certes parlé des jeunes — en quels termes d'ailleurs. Mais des femmes point. Pas un mot. Dans la France post-pompidolienne, il était devenu d'usage, pour Chirac comme pour Giscard, de s'adresser aux Françaises et aux Français, en appuyant comme il faut sur la désinence féminine. Il y a, semble-t-il, des limites à la démagogie : quand on parle sérieusement des choses sérieuses.

Certes, pour la première fois depuis longtemps, le Président de la République a pu donner l'impression que le problème de l'emploi commençait à prendre le pas sur certains de ses soucis préférés : sur l'inflation par exemple, qui n'a pas effleuré son discours. Mais pour dire quoi ? D'abord pour insister sur des mesures qui, pratiquement, vont renforcer la dépendance des travailleurs — et notamment des jeunes travailleurs —, à l'égard des patrons et la précarité de l'emploi. Ensuite pour suggérer que la meilleure façon de résoudre le problème du chômage, c'est d'améliorer le solde extérieur.

Singulier raisonnement ! Car ce qui donne du travail, c'est de fabriquer aussi bien des armes pour l'Iran, des vierges de Lourdes phosphorescentes ou des revues porno, comme de construire des logements, d'intensifier la recherche médicale, de produire des équipements hydrauliques pour le tiers monde, ou d'améliorer les conditions de travail aux P.T.T. Il est vrai que Giscard feint d'ignorer, dans son mépris barrissant à l'égard des conflits sociaux, que les postiers et les cheminots, par exemple, se battent pour l'emploi. Celui-ci n'est pas déterminé par la petite marge excédentaire du commerce extérieur, mais par l'ensemble des choix et priorités concernant la manière de répondre à la demande intérieure et extérieure.

S'il est, économiquement et politiquement, nécessaire d'éviter le déficit extérieur, il est non moins nécessaire de dire à quel prix on doit payer l'effort d'exportation et qui doit le payer. Or toute la politique gouvernementale a consisté à faire payer ce prix par les travailleurs, et cela doublement : par le principe de la consommation intérieure qui diminue le nombre d'emplois qui lui sont affectés — et par la restructuration créatrice elle aussi de chômage. Ainsi le véritable raisonnement de Giscard est-il l'inverse de celui avancé lors de sa conférence de presse : le chômage est la condition actuelle de la compétitivité.

C'est ici que la distinction insistante entre « demandeurs d'emploi » et « chômeurs » prend tout son sens. Seuls sont susceptibles d'intérêt ceux qui remplissent les conditions préalables pour être « aidés ». Le reste, c'est une partie des jeunes, et toutes les femmes qui n'ont pas encore travaillé et le souhaiteraient. Ces gens-là n'ont manifestement pas vocation à être compétitifs : qu'ils se débrouillent.

Toute la philosophie d'un système est là : il ne s'agit pas d'adapter l'économie aux exigences sociales, mais de modeler les structures sociales pour améliorer la réalisation du profit. Ce n'est pas par hasard que les femmes sont particulièrement victimes de cette politique. C'est qu'à travers elles, celles qui n'ont pas d'emploi, celles qui en ont un, celles qui travaillent deux fois par jour, se trouve posée dans toute son ampleur la question du travail — de sa finalité, de ses conditions, de sa répartition, de son partage.

C'est sur ces questions que se mesure la différence entre un projet réellement socialiste et les variantes diverses de l'aménagement du capitalisme. C'est ce qui renforce l'actualité de notre journée pour le droit à l'emploi des femmes du 25 novembre. Briser le mur du silence : silence présidentiel comme les demi-silences que dénonçaient la semaine dernière des femmes communistes, et qui laissent planer comme un doute sur la volonté de construire une autre société. ■

Pisani : copie conforme

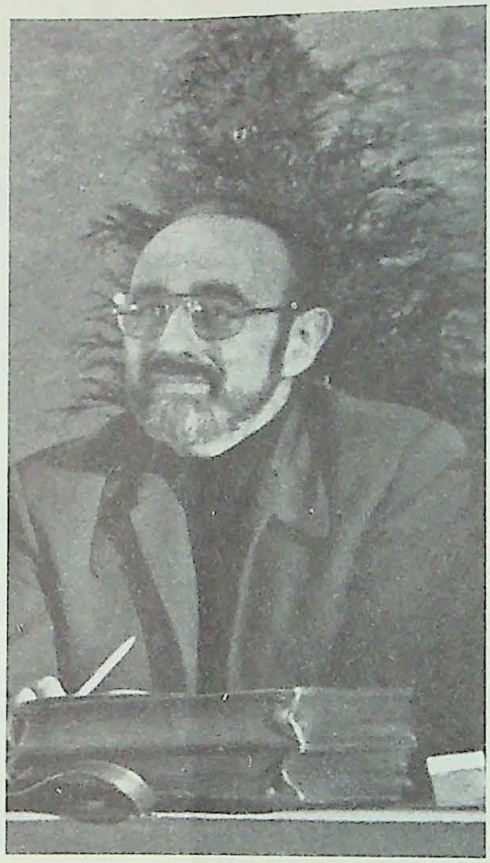
Le sénateur socialiste, ancien ministre du Général, reproduit mot pour mot les déclarations de Giscard sur le devenir économique de la France.

Acceptation du marché mondial ou remise en cause ? Pisani, le sénateur P.S., ancien ministre du général de Gaulle, a choisi. Dans un volumineux rapport d'information sénatorial sur **« les enjeux et les conditions des équilibres extérieurs de la France »**, rapport d'ailleurs fort intéressant à plus d'un titre, il décrit et explique ce que devrait être l'attitude de la France vis-à-vis de la **« contrainte extérieure »** et de la division internationale du travail. Sa réponse tient en peu de mots : spécialisation et exportation.

C'est là une copie conforme du discours giscardien, copie certes agrémentée des quelques réserves « socialistes » en matière de justice et d'aide au tiers monde. Mais mettre les ressorts du capitalisme au service d'une plus grande équité, n'est-ce pas justement la définition de la démarche social-démocrate ?

Grandeur et prospérité

« La politique tendant à développer, par priorité, les secteurs appelés à bénéficier d'une demande croissante, et comportant une part élevée de technologie évoluée paraît la plus riche de promesses à long terme » écrit-il, en précisant : **« elle obligerait notre pays à se dégager d'activités traditionnelles dont l'avenir n'est plus assuré mais pourrait lui permettre de renforcer sa participation au développement du tiers-monde, d'assurer une promotion collective des travailleurs par un relèvement de leurs qualifications, et de rejoindre le groupe des puissances qui réévaluent leur monnaie au lieu de les déprécier. Cette politique est la seule qui puisse concilier la grandeur de la France et la prospérité des Français »**, conclut le brillant sénateur P.S.



E. Pisani :
Une démarche social-démocrate.

A-t-il été fasciné par Giscard, dans sa dernière prestation télévisée, au point de reproduire presque mot pour mot les déclarations présidentielles : **« Nous allons en France vers une économie de haut savoir et donc de rémunération plus forte, dans certaines branches et pas dans d'autres. Il est certain que si l'on souhaite conserver les secteurs en compétition avec les pays en voie de développement, on aura les salaires des pays en voie de développement et le niveau de vie des pays en voie de développement »**, déclarait Giscard le 17 octobre dernier au cours de l'émission « Questionnaire ». Et le Président d'ajouter : **« les Français ne veulent pas du tout cela. Ils veulent au contraire une élévation de leur niveau de vie. Nous devons rechercher une nouvelle industrialisation dans les secteurs qui sont les secteurs de haute technicité et donc de rémunération plus élevée ».**

Un certain consensus

En fait, la position du sénateur socialiste ne surprend pas ; elle est celle de la majorité de son parti et pourrait avoir demain les faveurs des minoritaires du C.E.R.E.S.

Au moins a-t-il le mérite et l'honnêteté d'aller jusqu'au bout des conséquences d'une telle politique, conséquences souvent dissimulées dans le flou artistique d'un lyrisme archaïque.

Cette politique de spécialisation, selon E. Pisani, appelle un certain consensus social aidé d'une meilleure répartition des responsabilités et des profits, avec pour réserve que **« cette nouvelle répartition ne doit pas porter atteinte à l'efficacité de l'entreprise »**. Et de rechercher à son tour **« un pacte social qui, moyennant cette nouvelle répartition des responsabilités et des profits, convaincra les travailleurs plus qu'ils ne sont aujourd'hui convaincus de ce que l'entreprise est le principal acteur de la prospérité commune »**.

Bref, comme Giscard, il demande, pour la guerre économique, le consensus social, reléguant loin les analyses de ceux qui pensent que c'est par la lutte de classe que pourra être imposée la paix mondiale.

Marc ANVERS ■

Entre interim et licenciement

Les patrons en veulent plus. D'abord surpris de la rapidité avec laquelle le gouvernement se pliait à leur moindre vœu, ils ont vite compris l'avantage à retirer d'une situation politique et sociale qu'ils estiment être — et jusqu'à présent avec raison — particulièrement favorable.

Alors, tout y passe, c'est la grande lessive, le grand défoulement, la revanche de mai 68 et de ses suites sociales. Mai 1968 ? C'est d'abord avec 1936 qu'ils ont des comptes à régler ! Quand Ceyrac affirme que la base même du système de détermination de la durée du travail est à revoir, c'est bien de la loi des 40 heures dont il est question.

Car la libération des prix, l'effacement du SMIC, la compression du pouvoir d'achat des travailleurs — sans précédent depuis la guerre —, le regonflement des profits, l'actionnariat forcé et subventionné, la remise en cause des services publics, notamment des transports... Cela ne leur suffit plus.

Offensive de dernière date : le droit de licenciement. Elle est lancée début octobre par une petite phrase de Chinaud au colloque des parlementaires U.D.F. : **« il faut desserrer les liens qui paralysent l'embauche dans les entreprises... remettre en chantier la contrainte d'un droit de licenciement paralysant »** ; autrement dit, la loi de 1973 sur le licenciement doit être révisée.

Mais le plus fort en ce domaine a été Clément, patron des patrons des entreprises de travaux publics (350.000 travailleurs dans 6.000 entreprises), qui a, sans ambages, déclaré qu'il demandait pour ses entreprises : **« la liberté de licenciement, qui est la meilleure façon pour réembaucher »**. Et avec un incroyable cynisme, il a ajouté : **« liberté en l'absence de laquelle nos entreprises feront appel aux Sociétés de travail intérimaire »**.

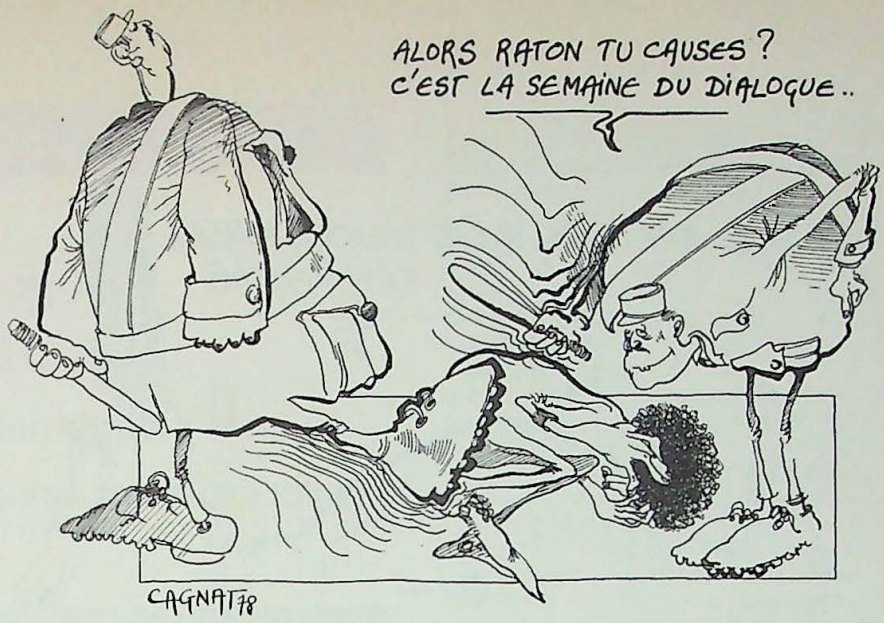
Toute la stratégie patronale est contenue dans cette déclaration. Pourquoi supprimer les avantages sociaux ? Pour avoir plus de souplesse afin d'exporter, de pénétrer le marché mondial encore davantage. Conséquence de cette politique : des situations précaires pour les travailleurs. S'ils refusent et luttent, très bien, la solution est à portée de main patronale : dans ces sociétés loueuses d'hommes et de femmes, sans garanties syndicales, exploités sans recours possible, corvéables à merci, et par définition interdits de grève. Ou dans le développement des « vacations » aux conséquences pratiquement identiques...

M. A. ■

Semaine de l'immigration :

Stoléru se dédouane à peu de frais

Les travailleurs étrangers en France attendent de " leur " ministre autre chose que des manifestations folkloriques...



Sous l'égide du ministre Stoléru a lieu du 18 au 26 novembre la semaine de l'immigration. C'est une occasion de dire son fait à notre ministre : **Travail largement insuffisant, malgré l'indulgence du jury !** Car, consacrer une semaine au dialogue Français-Immigrés quand pendant 51 semaines tout est fait pour les opposer ; pour rendre les travailleurs immigrés responsable du chômage, des troubles de l'ordre public, coupables de tous les méfaits, ... pour les désigner comme boucs émissaires, c'est vouloir se dédouaner à peu de frais.

D'autant que c'est avec l'argent du F.A.S. provenant du détournement des cotisations sociales des travailleurs immigrés que cette semaine est financée, en dehors de tout contrôle des intéressés.

Durant cette semaine, ne seront pas abordées les causes réelles de l'immigration, ni les conditions faites aux travailleurs immigrés par les pouvoirs publics. M. Stoléru ne condamnera pas les propos racistes ou méprisants de tel ministre, ancien ministre ou Premier ministre qui ne peuvent qu'entraîner un état d'insécurité psychologique **(« incitation au départ »)** et même physique.

Enfin, il ne faut pas compter sur M. Stoléru pour faire cesser les vexations quotidiennes de la rue ou du métro (des propos racistes à la chasse policière ou fasciste), les matraquages, attentats racistes, prisons clandestines...

Plutôt qu'une manifestation annuelle destinée à masquer les véritables problèmes, à donner du pouvoir une image libérale par l'utilisation de quelques troupes folkloriques, les travailleurs immigrés espéreraient du gouvernement quelques mesures concrètes :

- que soient retrouvés et punis les auteurs d'attentats racistes : deux Maghrébins abattus à Metz et à La Ciotat ; un Algérien battu à mort à Belfort ; un autre retrouvé dans le Rhône ; un autre tué dans son lit par un gardien du foyer à Lyon ; attentat contre l'Amicale des Algériens à Toulon ; attaque contre **Jeune Afrique** et de **Demain l'Afrique** ; expulsion d'une voiture proche d'un foyer Sonacotra à Nice : tuyaux du gaz sectionnés dans un autre à Belfort ; attentat contre une cité de Harkis à Montpellier... sans compter toutes les agressions quotidiennes. Le M.R.A.P. a comptabilisé 71 assassinats de 1971 à 1977 !
- que soient punis tous les propos et les actes racistes, brimades, vexations de l'administration et de la police. Et là encore, la liste est beaucoup trop longue pour pouvoir tout énumérer. Exactions de l'armée (Paimpol : un capitaine et ses paras agressent un Ivoirien), de la gendarmerie (Alpes de Haute Provence), de la police (Lyon, Paris, Saint-Denis...), de l'A.N.P.E... (1).

Leur part des luttes

Mais les travailleurs immigrés n'attendent pas le bon vouloir du gouvernement, du patronat, de leur administration, de leur police. Ils prennent leur part, malgré la précarité de leur situation, à toutes les luttes :

- dans les entreprises : luttes contre les licenciements (Longwy, Peyrolles, Sète, Sacilor, Soproda à Besançon...) ; pour de meilleures conditions de travail (grands travaux de Marseille, Pilotaz, Renault-Flins, Dehe à Mâcon, Reinici à Strasbourg, bûcherons à Saint-Gaudens, Rufa à Caen) ; pour les salaires (chantiers nucléaires à Braud Saint Louis, Creys-Malville, Paluel, à Nord-France dans la région parisienne) ; pour le respect de la santé comme à Pennaroya. Ces luttes peuvent être très longues (plus de 7 semaines à Creys-Malville) et très dures (interventions policières fréquentes et sans ménagement, commandos C.F.T...).
- Les travailleurs immigrés sont aussi présents dans tous les autres secteurs comme celui du logement. La longue lutte des résidents des foyers Sonacotra dure maintenant depuis trois ans. Ces actions peuvent être liées à celles menées sur le lieu de travail, car les immigrés sont souvent logés par l'employeur dans des conditions déplorables (cabanes, wagons désaffectés sans douches ni WC), ou perdent leur logement avec leur emploi (Longwy). D'autres fois, c'est le problème du relogement qui est posé à l'occasion d'une rénovation (Paris : rue Fondary, rue des Tourtilles, rue de la Mare).
- Les travailleurs immigrés mènent aussi des luttes contre les détentions arbitraires (Arenc, Paris), le racisme allié au sexisme (Samaritaine), les marchands de sommeil, les matraquages policiers (Lyon) et les prisons (Riom)... sans parler du front culturel (Festival des travailleurs immigrés) qu'essayent de récupérer et Stoléru et ses marchands.

Deux points chauds

Dans toutes ces luttes, la victoire n'est possible qu'avec le soutien des autres travailleurs et de leurs organisations. Mais il est deux points sur lesquels la lutte des travailleurs immigrés est particulièrement difficile ; où rien ne sera fait sans l'engagement profond, quotidien, des travailleurs français et de leurs organisations : le racisme et les expulsions.

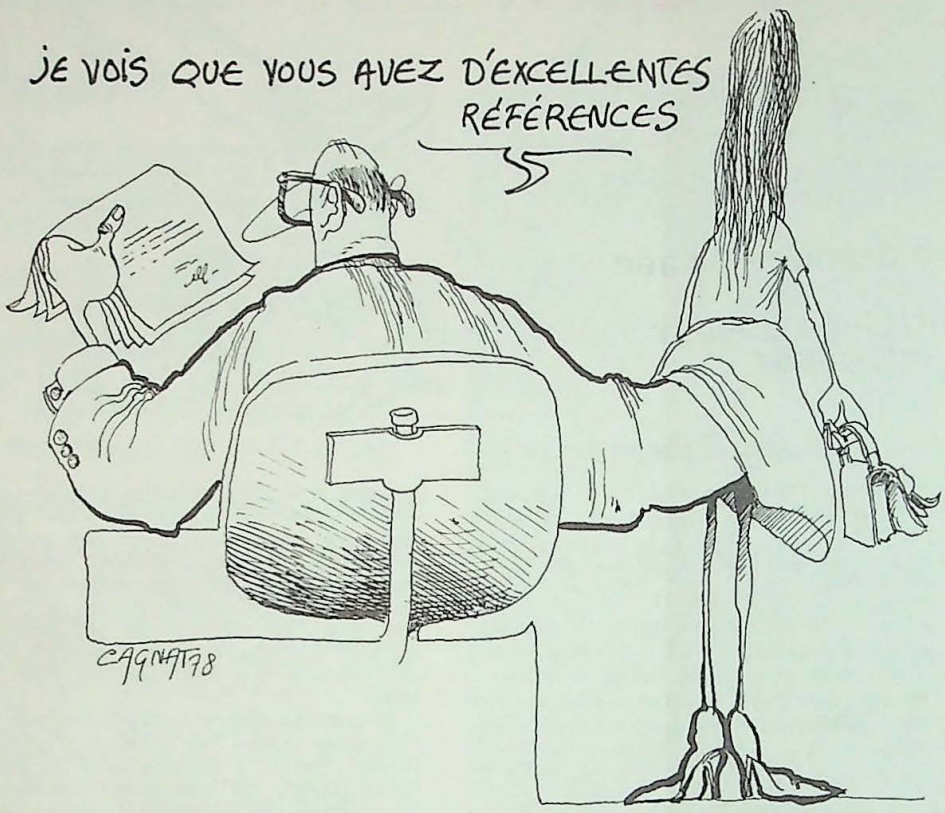
Pour le racisme, le M.R.A.P. mène une lutte importante : des propos, des écrits **(Le Méridional)**, des annonces racistes (Limoges), ont été condamnées. Ce n'est pas suffisant. Il ne faut pas laisser de répit au racisme quotidien de la rue, du métro. Notre intervention est possible, hélas !, chaque jour autour de nous. Et nécessaire.

Car le racisme sert de toile de fond, d'alibi aux expulsions. Ici la lutte est particulièrement difficile. Les expulsions ne sont pas toutes connues. Les travailleurs immigrés sont pris un à un, à l'occasion d'un contrôle, du renouvellement de leurs papiers. L'expulsion peut n'être connue que lorsque le travailleur a déjà été réexpédié dans son pays d'origine. Ne sont exploitées que les « bavures » (expulsion de personnes pouvant prétendre à la nationalité française, expulsion d'un Marocain en Algérie, personnalités connues, militants...), mais combien d'expulsions ont été faites sans pouvoir avertir parents ou amis ; sans pouvoir prendre ses affaires, son salaire et en perdant tous ses droits ? Pour un procès gagné en conseil d'Etat, combien de procès qui n'auront jamais eu lieu ? ■

PARIS-ALGER : « UNE OPERATION DIFFICILE »

« La France va-t-elle faire comme l'Allemagne, c'est-à-dire ne pas renouveler les cartes de travail de 200 000 à 300 000 travailleurs étrangers. Valéry Giscard d'Estaing a demandé à ses ministres de réfléchir à ce délicat problème car il est actuellement plus préoccupé par le chômage que par l'inflation. Une occasion se présente. De nombreuses cartes arrivent à expiration l'année prochaine pour les Algériens. » C'est en ces termes que la « Lettre de l'Expansion » du 23 octobre dernier (n° 434) évoque les mesures que serait amené à prendre le gouvernement français dans un proche avenir. « Opération difficile », poursuit la même Lettre, qui rajoute « qu'une partie importante de l'opinion publique n'y serait pas hostile. » De source bien informée, on apprend, tant à Alger qu'à Paris, que Stoléru aurait fait part à son collègue algérien de son désir de réduire prochainement de 450 000 à 350 000 le nombre des cartes de travail. Les accords passés entre les deux pays en 1969 (mars-avril) seraient de ce fait révisés. Une opération que le gouvernement algérien verrait plutôt d'un mauvais œil. ■

(1) Tous les faits cités ont été relatés dans la presse entre le 1er janvier 1978 et le 30 juin 1978.



Femmes : le charme... indiscret du recrutement

" Vous cherchez du boulot ?
Venez au resto, ça serait sympa, on pourrait ainsi mieux se connaître... pour mieux travailler ensemble "

Chômage des femmes ! N'en a-t-on pas déjà tout dit ? De « celle qui travaille » et de « celle qui reste chez elle », on n'a jamais fini de comprendre comment ça fonctionne, elles n'ont jamais fini, les femmes, chacune pour soi, de se demander ce qui est le mieux, et jamais, pour l'une et l'autre, le choix fait n'est entièrement satisfaisant. Et c'est toujours au singulier que ça se joue, alors qu'il s'agit d'une régulation sociale très complexe, vitale pour le marché de la main-d'œuvre, reposant sur cette illusion du choix personnel, avec, pour le mari, le travail de 16... 20 ans à 60... 65 ans. Le libre choix pour lui ? Il est incongru, inconvenant presque d'en parler.
Parlons-en tout de même. Car enfin, depuis le temps qu'on clame « droit au travail pour les femmes » « à travail égal, salaire égal » tout à la fois mot d'ordre de manif et loi vieille déjà de six ans, il faut bien se demander quels choix — encore, mais cette fois au pluriel, et collectifs — il nous faut faire pour sortir des mots d'ordre incantatoires.
Car enfin, si le droit à l'emploi pour les femmes, c'est de devenir travailleurs comme les hommes le sont aujourd'hui, avec, en prime, le libre choix, la complainte de « celle qui reste chez elle et celle que travaille » sera chantée longtemps encore et, dans les prochaines années pour une sur trois, au lieu de une sur deux actuellement, au profit (?) de la première.
Si tout ce qui se complote sur l'aménagement du temps n'est que subi par les femmes et les hommes, en fonction des contraintes capitalistes, si n'émerge pas l'exigence de penser notre travail en fonction de notre vie, alors le système actuel continuera de fonctionner, tel quel. Donc, temps partiel - temps plein, horaires à la carte, libre choix d'avoir ou non des enfants, prise en compte des contraintes de temps, aménagements de la retraite... sur tout cela, c'est aux travailleurs et aux travailleuses de prendre l'initiative, d'élaborer des propositions originales, de les faire enjeux de leurs luttes.
Et paradoxalement, même pour celles qui « choisissent » (?) le célibat sans maternité, les enjeux ci-dessus restent primordiaux.

S. G. ■

Il est un aspect de la discrimination à l'embauche que l'on passe assez généralement sous silence, c'est la traduction en termes de sexualité des rapports de pouvoir qui s'instaurent entre éventuel employeur, ou sélectionneur, et candidate à un emploi. De l'exigence d'une bonne présentation à l'implicite « droit de cuissage », le chemin est plus direct qu'on ne le pense : on sait à quel type de chantage, voire de violences, les ouvrières sont parfois soumises, on sait bien quels critères peuvent présider au recrutement et à la promotion des secrétaires, hôtesses, etc.

Mais on tend à oublier que ce phénomène joue comme un facteur supplémentaire dans la disqualification systématique des femmes et tout aussi bien dans la déqualification des diplômes : là où le diplôme seul est, en principe, nécessaire et suffisant pour l'homologue masculin, il faut à une femme apporter toujours un peu plus, son « charme discret » indiquait une offre d'emploi parue dans **Le Matin,** quand ce n'est pas beaucoup de complaisance et d'abnégation. Autrement dit, si un homme peut monnayer ses diplômes et vendre sa force de travail, une femme devra souvent (crise ou pas crise) se vendre peu ou prou.

Certes, le droit de cuissage n'est plus revendiqué explicitement, vingtième siècle oblige. Il n'empêche, si la coutume peut avoir changé de visage — foin de la soumission passive, une femme « libérée » se doit d'être complice, et enthousiaste, s'il vous plaît ! — elle semble bien ancrée. Du chantage direct au paternalisme attentionné, en passant par les appels répétés à notre « liberté d'esprit », les exemples se multiplient et tendent à prouver que, si ces exigences ne sont pas la règle universelle, elles sont loin de faire figure d'exceptions. La place nous manque hélas pour vous relater quelques-unes des (més)aventures qui nous sont arrivées et qui nous ont amenées à nous demander si le salaire n'incluait pas parfois le prix de la passe.

Les entretiens de sélection qui tournent à la séance de drague ouverte, les questions sur la formation vite relayées par celles sur la vie sexuelle de la candidate, les invitations à faire connaissance de façon plus approfondie au restaurant — ou ailleurs —, au nom de l'amélioration de l'ambiance future de travail, sont monnaie courante.

Face à cela, nous sommes aussi solitaires et culpabilisées que, jusqu'à une date récente, face au viol : n'avons-nous pas voulu « séduire » notre futur employeur ? — et le fait est qu'il faut, pour obtenir le poste, exercer un certain type de séduction intellectuelle... Et nous nous taisons : être considérées comme objet « baisable à merci », c'est si peu nouveau qu'on hésite à s'en offusquer publiquement. Ajoutons à cela la peur, toujours, du ridicule...

Quant aux instances, politiques ou syndicales, il leur est plus facile de se battre sur des données quantifiables que sur des attitudes dont personne n'est totalement exempt et qui ne relèvent d'aucune statistique. Alors sans doute faut-il crier très fort et sans cesse répéter que la revendication « à travail égal, salaire égal » ne couvre qu'un aspect du problème puisqu'il n'y a pas pour nous travail égal, puisqu'à niveau de qualification égal nous sommes toujours en reste par rapport à nos collègues masculins, puisqu'il nous faut toujours offrir plus... notre « charme discret ».

Martine SPENSKY et Paule OPERIOL ■

Caen :

pour quelques vitrines de plus...

Manifestations dures la semaine dernière à Caen, contre la montée du chômage. Affrontements. Violences incontrôlées, incontrôlables. Qui sont ces jeunes casseurs ? Suffit-il de les traiter de " provocateurs " ?

Pour quelques vitrines de boutiques de luxe cassées vendredi dernier par une centaine de jeunes dans le centre de Caen, on ne retient des manifestations de la semaine dernière dans cette ville que cet aspect « cristallisé » de la violence.

On oublie que la cause profonde est l'angoisse qui a saisi cette région traditionnaliste devant la montée vertigineuse du chômage. En Basse-Normandie, en effet, le taux de chômage a augmenté de 20 %. Dans les semaines qui viennent, 1 300 emplois sont menacés à la société métallurgique de Normandie (sidérurgie), conséquence du rapprochement fusionnel entre Empain-Schneider et Sacilor-Sollac. A la Saviem, des milliers de mutations sont en cours vers Lyon et Berliet, métropole du poids lourds et des cars. Moulinex investit à l'étranger (U.S.A. et Brésil) et des rumeurs inquiétantes circulent chez Blaukpunt (auto-radios) et Geiger. Non loin de là, à Flers et Condé-sur-Noireau, le textile se liquide par pans entiers (D.M.C., un des trusts du textile en tête).

Depuis 1960, la Basse-Normandie a été un réservoir de main-d'œuvre pour de grosses entreprises en quête de décentralisation et de travailleurs (des femmes surtout) à exploiter à un moindre coût. En 1967, ces ouvriers et ouvrières venus du milieu rural faisaient jaillir les premières étincelles de violence, dans un affrontement direct avec les flics et la répression étatique. Cette tradition s'était enfouie dans les sables. La Saviem, la S.M.N. bougeaient peu ces derniers mois ; la peur du licenciement, l'attente un peu désespérée saisissaient ces grandes usines.

Conscientes de la situation, les organisations syndicales : C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. (d'une manière unitaire, assez rare par les temps qui courent...) avaient avec l'appui des organisations politiques de gauche et d'extrême-gauche décidé de faire de Caen une ville déserte le mercredi 15. Préparée depuis octobre, cette action ne se voulait pas un défilé traditionnel, mais une vraie mobilisation qui bloqueraient les accès de la ville : les quatre ponts enjambant l'Orne. La préfecture exigeait qu'un d'entre eux soit laissé libre. Elle ne fut pas écoutée par des milliers d'ouvriers soudainement très combatifs qui répondirent à l'appel des organisations, mercredi à 14 h 30. Caen fut paralysée jusqu'à 15 h, heure à laquelle les gardes mobiles sortis de quinze cars, chargeaient et grenadaient les manifestants occupant le pont à double circulation. Il s'ensuivit un face à face d'une heure et quelques échauffourées. A 16 h, les états-majors de la C.G.T. et de la F.E.N. tentaient d'entraîner la manif en ville. Ils partirent peu nombreux, le gros de leurs troupes restant avec la C.F.D.T. sur les ponts. Les charges de flics furent alors très violentes avec comme effets de nombreux blessés dont deux très graves : un militant C.F.D.T. dut subir une énucléation et un chômeur souffre d'un traumatisme crânien.

L'unité contre la répression se réalisa très vite dans une population traumatisée par la hargne de la police. A l'initiative de la C.F.D.T., puis de la C.G.T. et de la F.E.N., 7 à 8 000 personnes défilèrent vendredi après-midi dans Caen. Arrivé place du Théâtre, le gros du défilé se dispersait. Mais la « queue de manif », qui se situait place de la Préfecture, avait là un objectif choisi. Queue de manif qui était importante : un millier de jeunes et même de très jeunes (12-13 ans), lycéens et travailleurs, décidés à en découdre avec la police. Ils attaquaient la préfecture avec un parcmètre arraché rapidement et se heurtaient aux C.R.S. massés dans la cour. Poursuivis dans les rues, 100 à 200 d'entre eux brisaient des vitrines sans que la police puisse les en empêcher. Beaucoup de témoins s'interrogent d'ailleurs sur la bienveillance policière qui se manifesta en cette occasion.

Du coup, la presse (Hersant and Co) ne retient de la manif de Caen que ce « scandaleux » vandalisme. Oublié le problème de l'emploi. La Ligue communiste, que les médias associèrent aux autonomes (amalgame étrange !), a protesté contre cette assertion. Alors qui sont ces jeunes casseurs ? Des provocateurs comme le laissent supposer des inscriptions du type : « *syndicats-paillassons !* » qui ont fleuri sur des murs de Caen ? Toutes les réactions des syndicats et des organisations de gauche et d'extrême gauche l'affirment.

Cependant pourquoi des centaines de jeunes ont-ils participé à la casse ? Sûrement parce qu'à Caen, comme ailleurs, le désespoir, la colère, la violence apparaissent souvent comme la seule réponse des jeunes qui ne croient pas à des stratégies qu'ils estiment molles, trop lentes, trop attentistes.

Le sentiment « anti-organisation » aidant (on le constate dans les facs à Caen), on comprend mieux le scénario de vendredi dernier. Au-delà du profit qu'en tire les médias pour discréditer les actions syndicales, pour faire passer au second plan la campagne contre le chômage en Basse-Normandie, une interrogation demeure : quel langage tenir à une partie de la jeunesse qui ne croit plus à certains discours ni à certaines actions ?

J.-Y. S. ■

Les éditions Syros présentent

Groupe Vaugirard 46

LA PEUR AU GRAND JOUR
Lettres de R.F.A.

hors collection
204 pages - 33 F

Madeleine Pelletier

L'ÉDUCATION FÉMINISTE DES FILLES

collection mémoire des femmes
176 pages - 24 F

Christophe Wargny

MAIRIES FRAPPÉES D'AUTOGESTION

collection France des points chauds
184 pages - 24 F

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Port en sus : 3 F par livre commandé.

Chèques à l'ordre de SYROS, 9, rue Borromée, 75015
C.C.P. 19706 28 Paris.

forum de l'autogestion

Poitiers (18-19 novembre)

Le rendez-vous des autogestionnaires

Environ deux cents militants autogestionnaires ont échangé leurs expériences et interrogé l'avenir dans la capitale poitevine le week-end dernier. C'est le texte de leur appel que nous reproduisons cette semaine dans " Tribune socialiste ".

1. La droite, les élections passées, a repris l'offensive : aggravation du chômage, mesures anti-sociales, accentuation de sa politique industrielle fondée sur les activités les plus « profitables » pour le capital, rentabilisation et démantèlement du service public, contrôle des moyens d'information, interventions militaires, expulsion d'étrangers et de travailleurs immigrés, répression des manifestations...

Les protestations molles de la gauche n'y changent rien. Elle a perdu sur tous les tableaux : sur celui, qu'elle a privilégié, la stratégie électorale ; sur celui des luttes qu'elle a négligées au profit de cette stratégie ; sur celui de la définition d'une issue à la crise de société que nous vivons, pour s'être attachée à ne proposer que des réformes dépassées par l'ampleur de cette crise.

Beaucoup de ceux qui tentaient d'échapper à l'alternative droite/gauche traditionnelle se sont également engagés dans une impasse. Il en est ainsi des tentatives d'organisation autonome des écologistes pour les élections, qui n'ont pas toujours évité les pièges de l'électoralisme, ni assez cherché à lier leur combat à celui de tous ceux qui ont besoin d'un changement de société ; certaines luttes, comme la lutte anti-nucléaire, s'en ressentent aujourd'hui. C'est aussi le cas de l'extrême gauche organisée qui, malgré le rôle qu'elle a joué pour développer les luttes et leur ouvrir de nouveaux terrains, reste figée sur des modèles historiques, tend à reproduire en son sein l'organisation des partis traditionnels, et propose un type de militantisme harassant et vite insupportable.

2. Pourtant, le désir d'aborder les problèmes de la société d'une autre manière s'exprime avec force dans la vie quotidienne.

De nombreuses actions sortent de l'impasse de la lutte uniquement défensive et posent les jalons d'une autre société et d'un autre style de combat. Dans les occupations et les grèves actives, dans des luttes comme celle du Larzac, dans la recherche d'alternatives au nucléaire, dans les actions concrètes sur la consommation (ventes diverses, boycott, contre-information...) se dessinent aujourd'hui des formes de résistance collective au capitalisme, qui sont en même temps des jalons du monde futur auquel nous aspirons. Ces tentatives, quelquefois naïves, souvent teintées d'utopie, veulent construire, maintenant, un monde vivant, respirable, anticapitaliste.

Elles rejoignent les préoccupations de groupes sociaux qui n'acceptent plus la place qui leur est réservée dans la société actuelle. Celles des jeunes qui, dans la scolarité et après la scolarité, découvrent le monde qu'on leur propose : celui de la disqualification, du chômage, de l'oppression, du gaspillage du travail humain. Celles des femmes qui se révoltent contre la division des rôles entre hommes et femmes qui fonde leur surexploitation en tant que travailleuses et la double journée de travail qui leur est imposée, celles des travailleurs (hommes ou femmes) qui sont exploités globalement dans leur cadre de vie, et plus spécialement dans le secteur de l'habitat où les choix de conditions de logement, d'environnement et de coût, se font contre la classe ouvrière.

Dans tous ces domaines, la lutte contre le capitalisme apparaît indispensable. Elle n'est cependant pas suffisante : on ne saurait se satisfaire de l'idée que la disparition du capitalisme entraînerait automatiquement la solution des problèmes de bureaucratie, de hiérarchie, de violences de pouvoir, d'oppression culturelle, de colonisation économique et culturelle des nationaux de l'Hexagone, d'orientation de la production, de rapports entre hommes et femmes, de droit de toutes les minorités à l'existence et à l'expression.

C'est pourquoi l'aspiration à « prendre en mains ses propres affaires » est commune à toutes les luttes, à tous les groupes. C'est pourquoi, en même temps que le refus du capitalisme, l'autogestion est leur lien.

L'autogestion : pas seulement un mot. Pas un truc pour mieux faire passer l'aménagement ou la restructuration du capitalisme. Pas la compensation, par quelque participation aux décisions secondaires, des choix dictés par le profit et les règles du marché mondial. Pas la cogestion de la pauvreté pour les uns et du gaspillage pour les autres. Pas un exutoire permettant d'occuper les gens « en bas » pendant qu'« en haut » quelques-uns s'occupent des choses dites sérieuses.

Non : celle qui permettra à tous d'être individuellement et collectivement responsables de leur destin, et en particulier de s'approprier le pouvoir dans tous les domaines, et à tous les niveaux.

3. Comment donc faire en sorte que les multiples formes de résistance au capitalisme et d'aspiration à d'autres rapports sociaux s'additionnent, s'épaulent et se renforcent mutuellement ? Comment faire de l'autogestion, idée vivante à travers ces expériences de luttes, une force politique capable de changer les conceptions du socialisme véhiculées par la politique traditionnelle ?

Cela ne se fera pas d'un coup de baguette magique. Des problèmes difficiles, des contradictions même parfois doivent être abordés sans faux-fuyant par tous ceux qui ont, par leur action, donné toute sa force à l'idée d'autogestion. Par exemple : comment récuser la croissance capitaliste alors qu'il y a un million et demi de chômeurs ? Comment récuser les contraintes du marché mondial sans provoquer une régression économique dramatique ? Comment concilier plus d'égalité entre les conditions sur le plan intérieur et plus d'égalité avec les pays du Tiers-Monde ? Comment défendre une transition socialiste sans recourir au militarisme ? Comment assurer l'expression d'une volonté populaire majoritaire tout en développant le pluralisme des idées et le « droit à la différence » ? Comment agir dans chaque domaine de la vie sociale, et en même temps chercher à « vivre autrement »... y compris le militantisme.

Ces problèmes doivent être abordés, leurs solutions recherchées, à la fois dans le débat et dans l'action commune, en respectant le caractère spécifique de chacune des composantes du courant autogestionnaire. Tel est le but que s'est fixé la convergence autogestionnaire.

Les militants réunis à Poitiers les 18 et 19 novembre 1978 affirment leur volonté de travailler pour la mise sur pied d'une coordination des recherches et des pratiques autogestionnaires. Ils ne veulent créer ni une organisation politique nouvelle, ni une simple coordination des luttes, mais une structure souple, carrefour de pratiques autogestionnaires diverses et lieux d'interventions pour une pratique commune.

La Convergence autogestionnaire veut être :

— un pôle de rassemblement des autogestionnaires ;

— un lieu de dialogues, de mises en commun, de confrontation des luttes et des expériences autogestionnaires ;

— un lieu de décisions et d'initiatives collectives dans le sens d'une remise en cause de la société.

Il importe avant tout que les mouvements qui ont trouvé naissance à partir d'un do-

RECTIFICATIF

Une ligne a malencontreusement sauté dans l'article de Guy Perrin (« T.S. » n° 803, p. 7) déformant ainsi totalement le sens d'une phrase. Dans la dernière colonne, au premier alinéa il fallait lire : « La raison profonde de la défaite de mars 1978, elle est là : dans l'incapacité du P.C.F., alors hégémonique sur les plans électoral et idéologique, et du nouveau P.S. à comprendre l'évolution du capitalisme contemporain, **et donc à construire un bloc social et politique anticapitaliste alternatif au bloc bourgeois au pouvoir ».**

Dans la première colonne, à l'avant-dernière ligne, il s'agissait bien évidemment de la **2e Internationale !** ■

maine spécifique (écologique, anti-nucléaire, féministe, etc.) puissent discuter d'égal à égal avec les autres mouvements, sans que la vieille division entre militants politiques et militants sociaux ou entre lieux de lutte (production - hors production) introduise une quelconque subordination des uns aux autres.

Pour y parvenir, la Convergence autogestionnaire se propose d'ouvrir, dans les mois qui viennent, quelques grands débats sur des questions déterminantes aujourd'hui dans la recherche d'un autre mode de vie et de travail.

● **Un débat sur le nucléaire civil et militaire** qui pourrait poser, avec les questions de solution alternative aux problèmes de l'énergie, le problème du désengagement à l'égard des blocs militaires, et le problème de la reconversion des industries d'armement.

● **Un débat sur le temps de travail :** les revendications des 35 heures, de l'abaissement de l'âge de la retraite par le mouvement syndical, se heurtent au scepticisme des spécialistes, quant à leur capacité de résoudre les problèmes de l'emploi ; en même temps, le pouvoir s'efforce de mettre en place des mesures d'aménagement du temps de travail (temps partiel, travail à la carte, possibilité de congé non rémunéré le mercredi, etc.) qui, en répondant partiellement à certaines aspirations, cherchent à diviser les groupes de travailleurs et consolident en particulier la division traditionnelle des rôles actuels entre hommes et femmes. Nous devons ouvrir un débat où nous pourrions lier les préoccupations du droit à l'emploi pour toutes et tous, la résistance aux tentatives de mise sur pied, par le patronat, de formes d'exploitation plus subtiles, les aspirations vers un autre mode de vie permettant à chacune et chacun d'avoir le temps d'intervenir sur tous les aspects de son quotidien, aussi bien sur le lieu de travail que dans les quartiers ou les villages, bref le temps de vivre.

● **Un débat sur l'informatique et ses conséquences possibles** dans la production et dans la vie sociale. Afin d'en combattre les risques, et d'apprécier aussi les nouvelles ressources qu'elle peut apporter à une organisation sociale de type autogestionnaire.

Dans l'immédiat et dans les mois à venir, la Convergence pour l'autogestion décide d'apporter l'appui de ses comités locaux aux actions engagées par les paysans du Larzac, en particulier par le renvoi des livrets militaires.

● De participer au blocage du bateau japonais en route vers la France avec 25 tonnes de déchets nucléaires radioactifs à destination de La Hague.

● De participer à la campagne de boycott des Jeux Olympiques de 1980 à Moscou.

● D'appuyer toutes les luttes actuelles sur l'emploi, qui mettent en cause la restructuration capitaliste, en soulignant le désir et le droit de vivre au pays.

● De soutenir les luttes des travailleurs immigrés et à leurs comités de coordination.

La Convergence autogestionnaire invite tous ceux qu'intéresse la recherche de nouvelles manières de vivre la politique à confronter leurs réflexions et leurs pratiques en créant, dans le plus grand nombre possible de localités et de régions, des centres d'études et d'information sur l'autogestion. ■

Nucléaire : ce qu'on nous cache

Ces fac-similés sont extraits du Rapport Gruson sur le problème des déchets nucléaires : un rapport sur 58 pages que le ministère de l'Environnement a toujours refusé de publier. Un an après sa création (24 novembre 1977) le Conseil de l'Information sur l'Energie Electro-nucléaire, présidé par Simone Veil, n'a toujours pas obtenu le droit de lire ce dossier et encore moins de le faire publier pour que les Français soient informés.

Ce rapport, bien que rédigé par 29 pro-nucléaires et un écologiste qui n'a guère eu le droit à la parole, pose un certain nombre de bonnes questions à propos des déchets et fournit quelques réponses qui démentent les prétentions sempiternelles d'E.D.F. Par exemple : alors que le ministère de l'Industrie, celui de l'Environnement et E.D.F. prétendent que les déchets tiendront peu de place, on peut lire sur le tableau extrait de la page 23 du rapport qu'en l'an 2000 il faudra faire face à plus d'un million de mètres cubes de déchets radioactifs. Quantité qui n'inclue pas les centaines de milliers de tonnes de béton qu'il faudra mettre autour...

Outre ce rapport, les membres (sérieux) du Conseil d'information ont successivement demandé le plan Orsec-rad, le relevé mensuel des mesures de radioactivité autour des centrales, le rapport économique sur les prix comparés des différentes sources d'énergie, l'audition des syndicalistes de l'E.D.F., des informations sérieuses sur la centrale de Nogent-sur-Seine. Refus ou pas de réponse. Réunis une fois par mois, ils doivent se contenter d'écouter la bonne parole officielle et il ne leur reste plus qu'un petit quart d'heure pour poser des questions et renouveler leurs récriminations.

Résultat : six des dix-huit membres de ce Conseil sont sur le point de donner leur démission et la prochaine séance du 5 décembre promet d'être animée. Cela étant dit, les membres du Conseil de l'Information sur l'Energie électronucléaire peuvent toujours venir lire le Rapport Gruson à **Tribune Socialiste...** ■

GROUPE INTERMINISTERIEL D'EVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT

RAPPORT
du
GROUPE DE TRAVAIL

EVALUATION DES OPTIONS TECHNIQUES
sur les
DECHETS RADIOACTIFS

Mais cette hypothèse basée sur 55 000 MWe en 1985 proposés au Gouvernement en 1974 peut être considérée actuellement (sauf renversement des tendances prévisibles pour la croissance économique) comme une valeur par excès.

Le tableau suivant donne pour ces deux échéances les quantités de déchets, unitaires, annuelles et cumulées avec une hypothèse linéaire de développement du parc des réacteurs.

RECAPITULATION GENERALE des DECHETS

Niveau d'activité	Nature	Volume unitaire (m^3/GWe.an)	En 1985, m^3		En 2000, m^3	
			Volume annuel (55 GWe)	Volume cumulé	Volume annuel (370 GWe)	Volume cumulé
Haute activité	Verres, matrices métalliques	2	110	500	340	4 000
	Gaines ou coques	10	550	3 000	1 700	20 000
	Divers	1,5	80	400	250	3 000
Moyenne et faible activités	Boues de traitement des résidus liquides	13	700	3 500	2 200	25 000
	Déchets des réacteurs	450	25 000	120 000	77 000	1 000 000
	Autres déchets de faible activité	30	1 700	8 000	5 100	60 000

- de choisir les sites nucléaires de façon à éviter que les personnes du voisinage ne soient exposées à des concentrations trop fortes à cause d'une mauvaise dispersion dans le milieu. Une étude écologique comprenant notamment l'investigation des transferts dans la chaîne alimentaire est effectuée. Cette étude permet de déterminer le ou les groupes de populations les plus exposés, ce (ou ces) groupe n'étant pas obligatoirement au voisinage très proche de l'installation nucléaire.

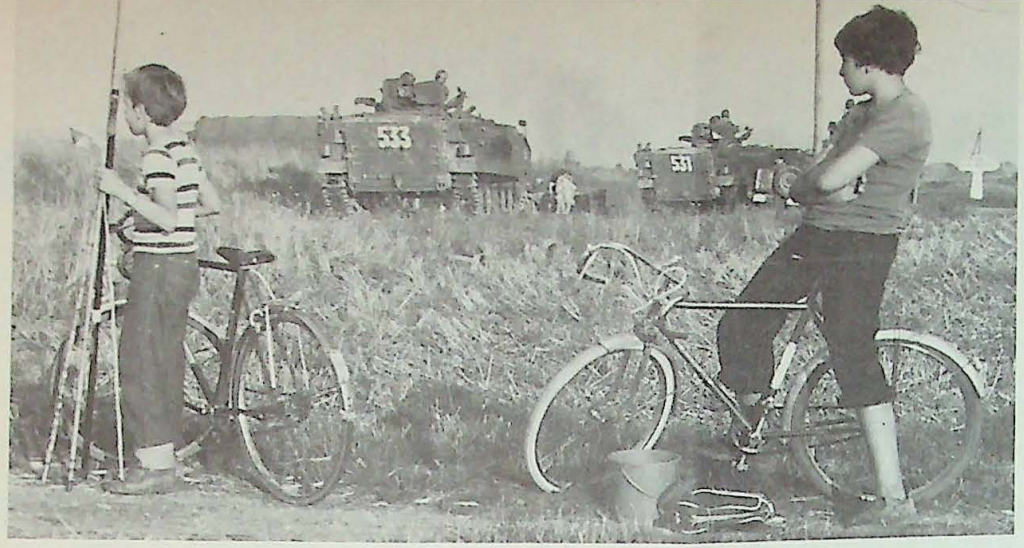
Les déchets par définition sont constitués par toutes les catégories de résidus radioactifs que l'on s'interdit de disperser dans l'environnement. Ils seront donc stockés, soit de façon temporaire, soit de façon perpétuelle. Les choix adoptés pour les déchets devront également être tels que l'on puisse assurer que tout transfert de radioactivité vers l'homme soit conforme aux normes de radioprotection.

3.5 - Stockages : conservation des déchets dans des conditions garantissant leur contrôle et leur reprise (récupération).

On distingue :

- des stockages de faible ou moyenne durée (opérationnel, transitoire ou provisoire) exploités dans l'attente soit d'un stockage final (millénaire ou définitif), soit d'une élimination ;

- des stockages finaux (millénaire ou définitif) devant durer en principe pendant toute la période de nocivité des déchets et aboutissant à une élimination des nuisances



Grandes manœuvres en terrain libre : habituer les civils à l'omniprésence de l'armé

La France militarisée

En prévision de la " guerre totale ", les structures militaires s'étendent progressivement à tous les secteurs de la société civile et visent à contrôler toutes nos activités.

Militarisation : le mot est lâché à l'occasion de ventes d'armes, à propos du Larzac comme ces jours-ci, ou quand l'armée vide les poubelles, transporte les usagers du métro, prend la place des aiguilleurs du ciel. Il n'est pourtant pas évident que l'ensemble du phénomène soit bien perçu, car ces événements ne sont que la partie visible de l'iceberg. On a l'habitude, en parlant de militarisation, d'étudier exclusivement les secteurs de l'industrie et de la recherche. Or bien d'autres domaines sont contaminés.

Il faut d'abord distinguer deux types de militarisation : il y a d'une part la prise du pouvoir d'Etat par des militaires ; d'autre part, l'extension toujours plus grande des contrôles et des structures militaires sur l'ensemble des activités civiles. C'est précisément à ce type de militarisation — plus pernicieuse car moins visible — que nous avons à faire dans notre pays, comme dans ceux qui connaissent un très haut niveau technologique.

Historiquement, ces deux types de militarisation sont très anciens. On peut repérer, pour la France, quatre grandes étapes. D'abord, un grand pas est franchi avec la création de l'impôt obligatoire pour tous (car sans argent, pas d'armes, et pas de soldats) ; il est instauré définitivement lors du passage de la féodalité à la monarchie qui va créer le royaume de France. Deuxième moment important : le service militaire rendu obligatoire avec l'instauration de la République (1793). Celui-ci va donner à Napoléon une supériorité incontestable sur tous les pays d'Europe. Les deux dernières guerres, 14-18 et 39-45, guerres continentales et mondiales, ont rendu nécessaire la réquisition des biens et des ressources. Enfin, à peine née, la V^e^ République a aboli la distinction temps de paix, temps de guerre, et a déterritorialisé le conflit : la guerre peut aussi bien être intérieure qu'extérieure. C'est le règne de la stratégie tous azimuts, de la guerre mondiale, intercontinentale, planétaire, de la guerre absolue.

En même temps que s'agrandit l'espace de la guerre et que se réduit le temps de l'intervention, il faut maîtriser toujours plus de ressources, de biens et de personnes, pour la guerre totale : c'est cela, la militarisation.

Un secteur-clé de la production

Dans l'industrie, le rôle stabilisateur de

Centrales nucléaires (ici, Brennilis en Bretagne) : pour un simple accident ou pour une menace de guerre, la même mobilisation.

la production d'armement, financée par environ 20 % des budgets d'Etat de nos pays industrialisés, a été connu depuis longtemps. Cette production, en effet, ne subit pas les contraintes de l'offre et de la demande, mais obéit au pouvoir discrétionnaire du gouvernement. Cette production recouvre tous les domaines industriels, de l'industrie lourde à l'électronique, en passant par les métaux spéciaux, l'optique, etc.

Par ailleurs, les ventes d'armes, développées en France sous prétexte d'abaisser les coûts de fabrication, sont devenues très rapidement un facteur d'équilibre de notre commerce extérieur, créateur d'emplois, et une arme politique importante dans la stratégie énergétique.

Or, il n'est pas évident que, même d'un point de vue capitaliste, le développement de ce commerce soit sain pour notre économie. Par ailleurs, les lois du marché étant ce qu'elles sont, la France est contrainte de démunir ses propres forces armées pour satisfaire aux contrats de livraisons signés avec les pays clients. De plus en plus adaptées à des pays potentiellement acheteurs, ces armes, inadaptées à notre propre système de défense, sont affectées à l'armée française, pour convaincre les éventuels clients de leur fiabilité...

Ces armes, toujours plus sophistiquées, nécessitant des financements considérables, étalés sur plusieurs années, conduisent à l'élaboration de programmes de recherches et de développement très contraignants. Enfin, la nécessité d'abaisser les coûts de production conduit les gouvernements de plusieurs pays à des contrats de coopération, qui se concrétiseront forcément par un alignement des politiques de défense.

La recherche, complément indispensable aux progrès technologiques et industriels, devient elle aussi un lieu privilégié des investigations militaires. Car l'armée a le monopole d'exploitation de tous les brevets civils si elle le désire, quel que soit le domaine de la recherche, technologique, biologique, psychologique, etc. On considère qu'à l'heure actuelle les militaires sont à la pointe des découvertes en pédagogie. La création récente de chaires universitaires de défense en France annonce un développement plus important encore du complexe militaro-industriel et scientifique tel qu'on peut déjà le voir s'épanouir aux U.S.A.

La maîtrise de toutes les forces

Plus profondément, il est à envisager que le mode de production capitaliste est déjà une forme militarisée du travail. Faut-il rappeler tout le vocabulaire militaire qui fait partie du langage commercial ? Les structures de commandement et de production, pour une efficacité toujours plus grande, sont fondamentalement des structures militaires. Qu'on se souvienne que le premier salarié fut aussi le soldat (celui qui touche une solde).

L'agriculture n'échappe pas à ce profond phénomène. Avec les déséquilibres alimentaires mondiaux de plus en plus menaçants pour la survie des populations, que ce soit dans le tiers monde, en Chine, aux Indes et même en U.R.S.S., les céréales, en particulier, prennent une valeur presque équivalente à celle des armes de guerre. Les U.S.A. qui contrôlent la production mondiale de céréales par satellites, peuvent jeter — ou non — sur le marché mondial de quoi apaiser la faim de populations entières et ce, à des fins politiques.

Les énergies enfin ne sont pas oubliées.

Il faut se souvenir que non seulement les industries et la consommation particulière sont très dépendantes des approvisionnements en pétrole, mais aussi que tous les véhicules de guerre nécessitent une maîtrise parfaite des ressources énergétiques. Le développement du nucléaire, imposé par la logique même de la guerre totale, suppose lui-aussi par l'énergie fournie une maîtrise de sa production, mais en plus, un contrôle militaire du fonctionnement des centrales. Le plan ORSEC-RAD est là pour nous rappeler que la même mobilisation générale des forces de l'ordre est nécessaire en cas de menace nucléaire qu'en cas d'accident dans une centrale.

Dans la perspective de la guerre totale, c'est bien l'économie des forces, l'économie de toutes les forces d'un pays, qu'il faut maîtriser. Or les forces en présence étant de plus en plus considérables, une organisation de plus en plus structurée est nécessaire pour les coordonner. L'organisation militaire correspond à ces nécessités.

Tout civil est un militaire qui s'ignore

En étendant le droit de réquisition sur les biens et les personnes par simple décret ministériel, en temps de paix, de Gaulle ouvrait, par les ordonnances de 1959, très largement la porte à un contrôle militaire total sur les civils : tout civil est en fait devenu un militaire qui s'ignore. En cas de nécessité, tout pouvoir, même juridique, est mis sous contrôle et commandement militaires. L'armée, de son côté, organisée comme un Etat dans l'Etat, est prête à tout moment à prendre le relais de toute l'organisation sociale de notre pays, en cas de subversion populaire intérieure. Mais bien avant d'en arriver à cette situation de crise ouverte prévue par la loi, l'armée est utilisée déjà de plus en plus fréquemment pour résoudre les conflits sociaux : en brisant les grèves, en dépolluant les plages, etc.

A cause de la concentration urbaine accélérée, des déséquilibres sociaux, le maintien de l'ordre est devenu de plus en plus difficile : ce n'est pas un hasard si les effectifs de la gendarmerie ont augmenté de plus de 20 % en 10 ans, alors que les effectifs des autres corps d'armée sont stables ou même en diminution. Déjà bien implantée sur tout le territoire national, en campagne et dans les petites et moyennes agglomérations, la gendarmerie devient un des éléments fondamentaux des forces de l'ordre — la police, par sa structure civile, n'étant pas aussi sûre... Dans le même temps, on assiste à une réorganisation de l'armée sur le territoire, avec un renforcement très net des régions « rouges », ce qu'a dénoncé très fermement l'Amiral Sanguinetti.

On aurait tort de ne pas prendre au sérieux le phénomène des « emplois réservés » aux cadres militaires en retraite très fréquents dans l'éducation nationale et l'administration, où des modes de direction de plus en plus fermes sont nécessaires pour garder à ces ensembles une certaine « stabilité ».

Propagande et embrigadement

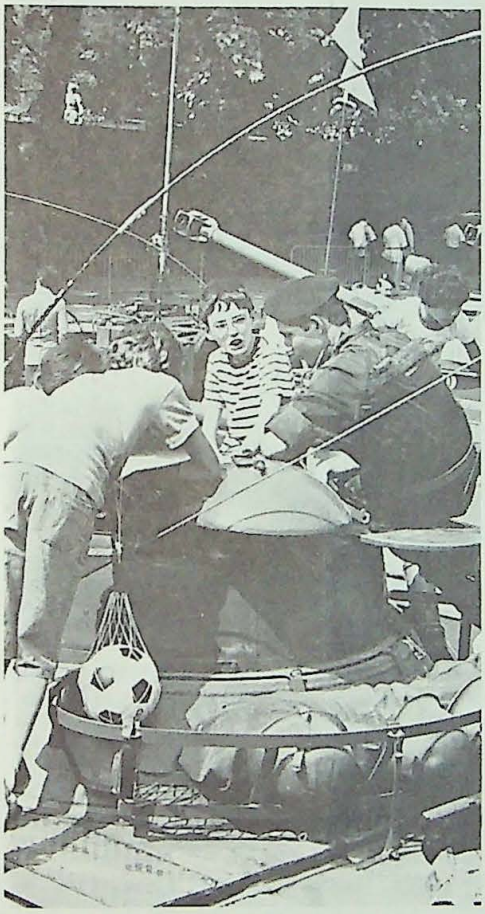
Le plus grave cependant, c'est que les populations civiles dans leur ensemble sont devenues les otages des missiles nucléaires intercontinentaux, donc les véritables objets de la guerre. Pour les militaires, en tout cas pour leur commandement, la sécurité est assurée, alors qu'autrefois c'était le contraire !

Il est donc bien évident, que dans un tel système, la démocratie risque de ne devenir qu'un vain mot, car la stratégie de dissuasion nucléaire ne permet plus une concertation et un pouvoir populaires.

Non seulement le soldat n'est pas un citoyen à part entière, mais le citoyen est un soldat qui s'ignore. Que reste-t-il de civil dans notre société ?

Ayant de plus en plus de peine à faire reconnaître, surtout auprès des jeunes, la nécessité d'une armée et d'un service militaire, le Pouvoir essaye de revaloriser ceux-ci par des opérations de prestige et d'embrigadement. De la propagande est faite systématiquement dans les lycées et écoles, chose pratiquement inexistante il y a dix ans. L'armée engage des jeunes qui ne sont pas majeurs. La musique militaire réclame le même succès que la musique moderne, classique ou populaire (Mourousi à Paris), et une place importante dans le patrimoine culturel de notre pays.

On aurait tort de ne voir dans les manœuvres en terrain libre que des exercices militaires. Il s'agit en fait plus fondamentalement d'opérations de relations publiques : gerbes au monument aux morts, défilés dans les villages qui n'en voient jamais, accueil de soldats dans les familles, et expositions d'armes dans les rues, près des écoles. Ne s'agirait-il pas plutôt de familiariser les civils avec la présence des engins de mort, présence alors acceptée en cas de soulèvement populaire. La meilleure dissuasion contre les conflits trop graves ne consiste-t-elle pas à faire prendre conscience au peuple, que de toute façon, c'est l'Etat le plus fort ?



L'armée en représentation aux Tuileries : propagande systématique auprès des jeunes.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Brachet-Tachon-Pons, **La France militarisée,** Cerf, 1974.
- CLICAN, **Les trafics d'armes de la France,** Maspéro, 1977.
- Pinatel-Grapin, **La guerre civile mondiale,** Calman Lévy, 1976.
- Menahem, **La science et le militaire,** Seuil, 1976.
- Lewin, **La paix indésirable,** Calman Lévy, 1968.
- Virilio, **L'insécurité du territoire,** Stock, 1976.
- Pinatel, **L'économie des forces,** Cahiers de la FEDN, 1976.
- Lacoste, **La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre,** Maspéro.
- MAN, **Pour le socialisme autogestionnaire...**
- Grapin, **Les effets pervers des ventes d'armes — Le Monde :** Armée économique et sociale, Dossier, 1976.
- Klare, **La multinationalisation des industries de guerre — Le Monde diplomatique,** Février 1977.

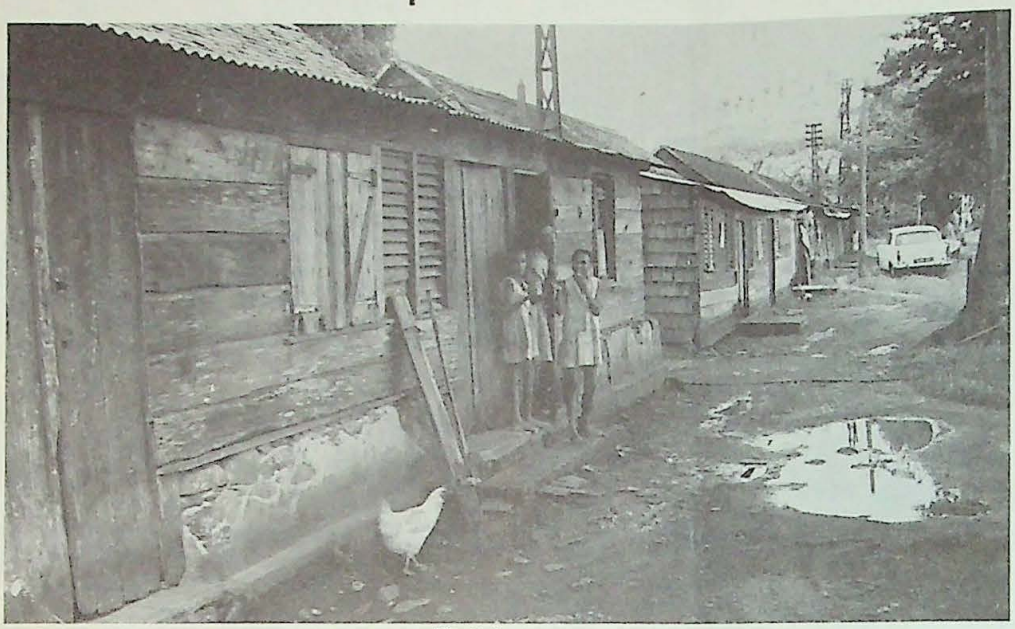
Le contrôle absolu de l'espace-temps

Non seulement de vastes espaces terrestres (270 000 ha), mais 90 % des espaces aériens et la quasi totalité des espaces sous-marins sont du domaine militaire. L'urbanisme, par la concentration des populations, est de plus en plus structuré comme une vaste caserne par un contrôle de plus en plus strict de tous les mouvements sociaux. Car l'espace ne doit pas être contrôlé par l'armée, pour sa simple protection, mais pour lui permettre aussi de se déplacer très rapidement et pour faciliter un quadrillage des flux de population.

Le temps prend alors une importance considérable. Réduit par l'utilisation de l'électronique, il risque de dépasser le minimum nécessaire à la décision humaine. Et, dans ce cadre, les négociations SALT consistent surtout à limiter l'accélération du temps de prise des décisions pour une éventuelle riposte. A l'époque des missiles intercontinentaux, des espaces de plus en plus grands, reliés en des temps de plus en plus courts, donnent à la vitesse une dimension totalitaire évidente.

Il semble donc que l'armée n'est pas seulement le rempart de la société libérale, mais aussi le recours contre ses contradictions internes. La difficulté tient maintenant à l'analyse de ces contradictions. Dans un petit livre magistral, préfacé par Galbraith, il nous est montré à quel point la guerre est le moteur de la société occidentale. Or si la guerre a permis tant de progrès de tous ordres, c'est parce que l'Etat a alors trouvé de plus en plus de moyens financiers et de ressources, les a concentrés autoritairement. Et si notre historique de la militarisation est juste, on peut constater que tout progrès de la militarisation correspond en fait à une phase du renforcement du pouvoir d'Etat. N'y aurait-il pas finalement, au sein même de la structure de l'Etat, une structure fondamentalement militaire ? Le débat est ouvert, et il faut le poursuivre activement, avant que nous ayons perdu toute possibilité de le faire. Car ce qui est en jeu, ce n'est rien d'autre que le droit à la parole, le droit de contester les ordres, qu'ils viennent de l'Etat ou de l'armée.

Hervé OTT
Le C.U.N. du Larzac ■



Martinique :
un département comme les autres ?

Antilles... qui se réveillent

Jacques Chirac et Raymond Barre - qui sont revenus voici peu des " départements d'outre-mer " - ne voient à ces pays " aucun avenir en tant que tel ". Ce n'est pas l'avis de leurs habitants.

Le projet d'ensemble du gouvernement concernant les départements d'outre-mer se dessine de plus en plus nettement : pour couper l'herbe sous les pieds de la gauche autonomiste ou des nationalistes, il compte niveler au maximum ce qui, dans ces vieilles colonies, rappelle une histoire et une société originales, afin d'en faire **« des départements comme les autres »**. Qui plus est, comme l'a dit récemment Raymond Barre à la Réunion, il souhaite qu'ils deviennent **« des départements-témoins dans leurs zones géographiques respectives »**.

Témoin de quoi ? De la France, de son système de vie et de pensée — au moins dans sa version majoritaire —, de son standing et de son mode de consommation, de son commerce et de son armée, de son système d'enseignement et de ses mœurs culturelles, etc. Pour la droite, les habitants des Antilles et de la Réunion ne sont pas des Antillais ou des Réunionnais, mais **« une partie des cinquante millions de Français »**.

En somme — traduisons ! — gentils oiseaux des îles et gaillards buveurs de rhum, ne rêvez pas : vous n'aurez pas de nationalité ; vous n'êtes pas des peuples ; vous n'aurez même plus, bientôt, de spécificité. Au contraire, vous serez bientôt, à force d'assimilation studieuse ou forcée, de bons ambassadeurs de l'Occident dans vos régions de va-nu-pieds. Et si vous y mettez du vôtre, la France fera de vos îles improductives de petites Californies ou Florides où il fera bon consommer, vendre et se dorer sur les plages...

De grands pans...

Alors, aux Antilles, beaucoup frissonnent : combien de temps leur reste-t-il pour résister, retarder l'irrémédiable, voire réveiller des peuples que saoulent un peu vite les promesses, les salaires et les appâts de l'assimilation ? Aimé Césaire, l'inamovible député-maire de Fort-de-France — et seul député de gauche de toutes les Antilles, depuis le « désastre » des dernières législatives — redoute **« l'engrenage »** et la **« logique inexorable »**. Il est conscient que **« de grands pans de la société martiniquaise tombent »**. Mais il n'en reste pas moins attaché au mot d'ordre d' **« autonomie »** qui lui paraît la seule alternative réaliste. Il ajoute pourtant : **« autonomie nationale martiniquaise »**.

Les P.C. de Martinique et de Guadeloupe, au risque de passer parfois pour des **« assimilationnistes de gauche »**, sont moins sensibles à cet aspect national. Pour eux, la lutte se mène sur deux fronts : d'un côté, le social, avec la nécessité d'arracher le maximum d'avantages, et d'imposer une égalité des droits en prestations avec les Français de France ; de l'autre, le projet politique plus lointain, qui passe par une autonomie large, avec maintien du même volume d'assistance, mais sous une forme « globalisée », de manière à ce que les responsables élus des pays autonomes puissent revoir l'utilisation des crédits, et relancer un développement qui n'existe pas aujourd'hui.

Tant pis si ces deux exigences peuvent paraître contradictoires, l'une renforçant l'intégration dans les faits et rendant plus difficile un retour en arrière que, justement, la seconde préconise. D'ailleurs ils sont inquiets eux aussi, et Armand Nicolas, secrétaire général du P.C. martiniquais, nous indiquait voici quelques semaines que son parti préparait une conférence nationale sur le thème : **« Lutte de libération nationale et lutte de classes »**.

Depuis quelques années, il existe en effet un phénomène nouveau aux Antilles : c'est le développement, peut-être anarchique mais réel, des idées indépendantistes. En Guyane, en août 1977, plusieurs organisations de gauche et d'extrême-gauche se sont groupées dans un comité Mayouri contre **« l'invasion »** du pays par les immigrants Hmongs (originaires du Laos) installés là dans un souci de **« solidarité »** (disait Paris), mais surtout de **« peuplement »** (ont affirmé ces groupes). En Guadeloupe, ce courant est beaucoup plus ancien : on se souvient que le groupe Gong avait été interdit en 1967, à la suite de manifestations et d'une répression extrêmement violente qui avait fait une douzaine de morts.

Canne contre banane

Mais le plus significatif est que ce courant, qui regroupait surtout jusqu'ici des intellectuels et quelques personnalités marginales, a un répondant sur le plan syndical. Ainsi, en Guyane, l'Union des travailleurs guyanais (qui est le principal syndical du département), ne cache pas qu'elle penche pour l'indépendance, comme seul moyen de libérer les pauvres du carcan colonial.

En Martinique, le syndicat C.S.T.M., dirigé par Frantz Agasta, un ancien responsable de Force ouvrière dans cette île, a été à l'origine de la formation d'un Front de libération nationale de la Martinique (FROLIMA), qui possède un journal : **« Simao »**. Un autre mouvement — La Parole au Peuple — regroupe quelques centaines de Martiniquais autour d'Alfred Marie-Jeanne, maire d'une petite commune.

En Guadeloupe, c'est l' « Union générale des travailleurs guadeloupéens (U.G.T.G.) qui porte le flambeau de l'indépendance : majoritaire dans les plantations de canne, parmi les ouvriers agricoles ou les petits propriétaires, ce syndicat fait front devant les tentatives de la préfecture, du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM et de la Compagnie fruitière de démanteler une partie de ce qui reste des plantations de canne, pour y faire de la banane ou de l'ananas. Plusieurs animateurs du syndicat ont été arrêtés en septembre et relâchés après une intense mobilisation de l'ensemble de la gauche guadeloupéenne.

Un point commun à toutes ces organisations — qu'elles soient « révolutionnaires » ou « nationalistes », ou les deux à la fois —, c'est la défense de la langue créole, considérée comme le vecteur d'une « culture maternelle ». Leurs journaux tentent de redonner à ce qui a longtemps fait figure de patois non écrit, les lettres de noblesse d'une langue écrite. Des chercheurs en étudient la syntaxe, et mettent au point ortographe et vocabulaire.

Une exception toutefois : le Groupe Révolution socialiste, branche antillaise de la IV[e] internationale, pour qui le « front linguistique » passe loin derrière la lutte syndicale ou politique, y compris parmi les jeunes chez qui il est le plus implanté.

Certains de ces mouvements n'échappent pas toujours aux accusations classiques : tendance groupusculaire, national-chauvinisme, populisme, surestimation du facteur culturel, etc. Mais ils constituent au sein de la gauche antillaise une nouvelle composante avec laquelle la droite départementaliste devra compter...

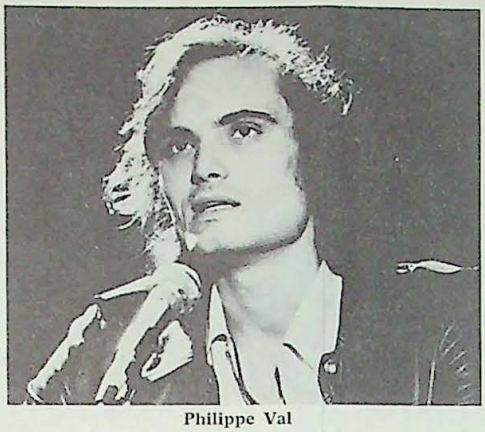
Philippe MARIELIE ■

les armes de la critique

Philippe Val :

une écriture d'humeur

" Ça fait du bien de temps en temps de traiter certains d'ordures "



Philippe Val

« **Le spectacle est aux gens qui l'écoutent, pas aux organisateurs** », raconte Philippe Val. Philippe Val ? C'est celui qui chante le plus souvent, alors que Patrick Font, c'est celui qui parle plus. Ça vous évitera de vous demander lequel est Font, lequel est Val. Ils passeront à l'Olympia du 22 novembre au 3 décembre, à 18 heures précises. Grande innovation, il y aura maintenant des musiciens, Josep Cabre et Alain Le Douarin.

Ce jour-là donc, Val était venu sans Font, car ce dernier était très occupé dans l'école parallèle dont il s'occupe en Savoie. « **Ce qu'il veut faire avec ça ?** dit Philippe, **c'est très personnel, et c'est un peu sa vie privée. Il essaye probablement de rendre des enfants heureux, sans projet à long terme. C'est déjà beaucoup, non ?** ».

Auteur d'une chanson qui s'appelle « L'autogestion », Val s'explique. « **On nous reproche d'avoir appelé les gens à ne pas aller voter aux législatives. Tout d'abord, c'est faux. On a dit : nous, on n'ira pas voter, parce que si l'on vote pour le P.S., on vote pour l'armée et les centrales nucléaires, et si l'on vote pour la droite, on vote pour l'armée et les centrales nucléaires. Il ne faut pas en conclure que l'on dit gauche-droite même combat. La gauche non, mais cette gauche-là oui, parce que c'est la gauche des flics et des ordinateurs, et que ça, c'est pas la gauche...** ».

Le P.C. ? « **Quand on fait un gala organisé par le P.C., où il n'y a que des P.C. dans la salle, on change notre texte. Faut dire que dans notre chanson d'entrée, on dit** : « Les communistes ont dit pour la fête de l'Huma, on a le regret de vous dire que vous ne passerez pas — ce qui est vrai d'ailleurs —, on s'en branle. La carte du parti est dans la barbe à papa, on s'en branle. » **Si on commence comme ça, ça veut dire les mecs vous êtes des cons, nous on n'est pas avec vous, et si tu arrives sur scène devant un public et que tu dis ça, tu peux t'en aller, ils te jettent. On a compris jusqu'où va la liberté d'expression du P.C. Pour résumer, il est mort, Staline ait son âme, on ne peut pas chanter devant Kanapa ! Bon, quand tous les Kanapa du P.C. (et il y en a beaucoup) sont réunis, on ne peut rien faire, c'est comme s'il n'y avait pas de sono.** »

Anticommunisme primaire ? Pas tant que ça ; car l'an dernier, Font et Val sont passés au Havre. Ils ont fait un triomphe, mais les organisateurs (la municipalité) n'ont pas aimé que l'on aime, et le lendemain tous les autres spectacles prévus étaient annulés...

Il n'y a pas que le P.C., d'ailleurs, qui n'apprécie pas. Les Petits Chanteurs à la Croix de Bois ont gagné 10 000 F en diffamation parce que la pochette — dessinée par Cabu —, disait : « **Ils se sont rencontrés chez les Petits Chanteurs à la Croix de Bois** ». Faut dire que si vous connaissez entre autres la chanson qui s'appelle « Lourdes », vous comprendrez pourquoi l'avocat des chanteurs en question, au lieu de parler de la pochette, demandait qu'on interdise ce genre de disque. Maintenant, la pochette signale qu'ils se sont rencontrés à la chorale paroissiale, mais sur le dessin, les chanteurs sont toujours petits, et arborent une croix qui n'est peut-être pas en plastique. Comme dit lui-même Val : « **On ne peut plus travailler dans la finesse à l'époque des chars A.M.X. et de la bombe à neutrons. Si l'on est grossier dans nos textes, c'est une écriture d'humeur. Ça fait du bien de temps en temps de pouvoir, au sein d'une phrase, traiter certains d'ordure** ».

Qui ? Moi je sais, mais si vous voulez savoir, allez les voir.

Michel MARTIN ■

Le Sénégalais Sembene Ousmane

Poitiers :

semaine du cinéma africain

Le C.R.A.C. (Centre de recherche et d'action culturelle) est bien connu à Poitiers. La semaine du cinéma africain qu'il organise ces jours-ci, avec la participation d'ailleurs du collectif tiers monde, de l'institut de politique et de droit du développement et de « l'œil écoute », est un petit événement. Comment, en effet, diffuser auprès d'un large public, sans tomber dans le misérabilisme ou un boyscouttisme de mauvais aloi, des films que les circuits commerciaux se refusent à faire circuler, en tout cas ne nous donnent guère à connaître. Le C.R.A.C. semble avoir trouvé la recette. Il s'est jeté à l'eau, tout simplement. Avec il est vrai un programme plus qu'alléchant et dont il y a fort à parier qu'il aura du succès.

Qu'on en juge : du 22 au 26 novembre, au théâtre municipal, le C.R.A.C. projettera quinze longs métrages, dix courts métrages et organisera quatre conférences-débats. Sur des pays aussi divers que le Sénégal, le Niger, le Mali, le Tchad, le Cameroun, l'Afrique du Sud, la Guinée, etc. Parallèlement, la librairie Pergame réunira, au cours d'une exposition-vente tout ce qui se produit actuellement en matières de livres sur l'Afrique. Y participeront les éditions du Seuil, Maspero, l'Harmattan, Syros, Federop, Présence africaine.

Toutes ces initiatives n'ont pas été sans quelques problèmes. Sans animateur « professionnel », sans permanent, sans aucune subvention, le C.R.A.C. a sollicité auprès de la municipalité de gauche de Poitiers l'utilisation gratuite du théâtre municipal. Rien de plus facile au premier abord puisque ladite municipalité contrôle le théâtre en question par l'intermédiaire de l'A.G.A.T. — association regroupant au sein de son bureau tout ce que Poitiers compte de « notables » de l'animation culturelle. Bien mal lui en prit. Après le refus essuyé d'utiliser les panneaux Decaux, voici que la gratuité de la salle est elle aussi remise en question. Le C.R.A.C., pour l'instant, ne désespère pas de voir la municipalité revenir à de meilleurs sentiments.

En attendant, les animateurs du C.R.A.C., qui espèrent que leur initiative fera tache d'huile veulent bien faire profiter d'autres groupes de leur expérience. Ecrire au C.R.A.C., 1, petite rue Sainte-Catherine, 86000 Poitiers. Tél. (49) 41-01-53.

Daniel LHOMOND ■

CONFERENCE-DEBAT
(entrée libre)

- **mercredi 22 novembre (10 h), à la librairie Pergame, Jean Copans : « Comment parler de l'Afrique ? ».**
- **jeudi 23 novembre (15 h), au théâtre municipal, Pierre Pommier : « cinéma et développement en Afrique noire francophone ».**
- **vendredi 24 novembre (15 h), au théâtre municipal, Yves Lacoste : « l'Afrique et le sous-développement », débat autour de la revue « Hérodote ».**
- **samedi 25 novembre (10 h), librairie Pergame, débat avec le collectif des femmes noires.** ■

Pour les 500.000 F : encore un effort !

350 000 F. Cette semaine encore, le rythme des rentrées a été satisfaisant. Il n'a pas fléchi. Mais nous approchons du moment où les rentrées vont être de plus en plus difficiles. Ne relâchons pas nos efforts. Pour que le PSU puisse vivre, il faut 500 000 F à la fin de l'année.

Chacun, sans hésiter, sans fausse pudeur, doit se tourner vers ceux qui, n'étant pas au P.S.U., s'en estiment proche et souhaitent son maintien et son développement.

J.M.D. ■

PUB, EXPRESSION, ELECTIONS

Vous trouverez, ci-joint, un chèque de 300 F représentant ma contribution à la relève des finances du P.S.U.

Cet envoi, je l'accompagne de quelques remarques : pourquoi « **T.S.** » n'accepte pas une publicité « sélective » ? Que l'on n'invoque pas de clause morale alors que les bulletins des fédérations vivent de la publicité et qu'il ne saurait y avoir de la part de ceux qui décident un comportement différent selon qu'ils militent au niveau national ou régional.

Les fédérations ne peuvent-elles envisager l'imprimerie de leur journal à Syros ? Que coûte la publication du courrier du P.S.U. ou documents préparatoires aux congrès ?

Il me semble que l'expression militante dans les publications nationales devrait se faire à partir d'au moins cinq ou six camarades ou de sections, et non d'individualités qui, cumulées, finissent par coûter cher en frappe, tirages, frais d'envois.

Que le parti cesse de s'engager systématiquement dans les compétitions électorales où l'on perd toujours plus que l'on gagne (au propre et au figuré !). J'espère en tout cas que le parti ne fera pas l'erreur (décisive pour nos finances et notre survie) de se lancer dans la campagne des élections européennes.

La Direction politique nationale du P.S.U. devrait à chaque convocation consacrer une partie de ses travaux à faire le point de la rentrée des cotisations et le trésorier remettre aux délégués le « tableau de bord » des finances du parti pour le trimestre écoulé. Enfin, il manque une seule chose dans « **T.S.** » : une vraie rubrique « Vie du parti ».

Amicalement,

Cl. COLLIN
(Noisy-le-Sec) ■

« T.S. » ne refuse pas par principe la « publicité sélective ». Mais les problèmes pratiques rencontrés n'ont aucune commune mesure avec ceux des publications locales ou fédérales qui touchent des publics très spécifiques intéressant des annonceurs locaux. Cela ne veut pas dire que toutes les possibilités ont été explorées comme il convient.

La démocratie interne n'est pas un luxe pour un parti qui se réclame de l'autogestion et il faut que chacun dispose personnellement des éléments de débats auxquels il participe. On ne fait pas une politique au-dessus de ses moyens. C'est pour cette raison que les problèmes financiers sont des problèmes politiques. Mais ce ne sont pas les problèmes financiers qui doivent dicter notre réponse à la question des élections européennes. Certes, une telle aventure n'est envisageable que si les conditions politiques sont réunies pour qu'une telle campagne fasse effectivement avancer le courant autogestionnaire et qu'elle débouche sur des résultats en voix réellement significatifs. Si ces conditions peuvent être réunies il faut se donner les moyens, y compris en engageant une campagne de masse acharnée contre les barrages financiers dressés devant les forces minoritaires qui sont d'ailleurs scandaleusement plus considérables en France que dans les autres pays d'Europe. Ce serait un élément fondamental dans une telle campagne pour un parti autogestionnaire qui se réclame du droit à la différence.

J.-M. DEMALDENT ■

PERSONNELLEMENT CONCERNES

Veuillez trouver ci-joint un chèque de 500 F de la part de la section de Méru [...]. L'apport de la section n'empêche pas les militants de se sentir personnellement concernés. Une collecte est en cours, où chacun donne ce qu'il veut ou peut, et vous recevrez ainsi bientôt un second chèque au nom des militants de la section. Bonne chance pour cette campagne.

Section P.S.U.
de Méru (Oise) ■

AVEC L'ESPOIR QUE...

Ci-joint un chèque de 50 F pour mon soutien au parti, avec l'espoir que... etc, etc. Le désenchantement est grand, mais il faut tenir car nous forgeons la gauche de demain.

Amitiés socialistes,

R.T., agriculteur
(Dordogne) ■

OBJETS A VENDRE

A la suite de l'appel de **T.S.** j'ai contribué de deux ou trois manières à la campagne 500 000 F (...).

(...) Je pense que le National devrait diffuser beaucoup plus d'objets à vendre. Le calendrier est une première descente sur terre. Il faut continuer. J'utilise des enveloppes d'Amnesty. Pourquoi pas des enveloppes « Autogestion » ? Des crayons M.D. P.L. Pourquoi pas des crayons « Autogestion » ? Nous pouvons vendre des T-shirts : « non au racisme », des badges écologiques, des auto-collants (...).

Bien cordialement,

Jacques JOUBERT,
Nîmes ■